

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2156 - JEUDI 6 NOVEMBRE 2014

Journée nationale de l'arbre

Dans quel état se trouvent les espaces reboisés ?



Un espace vert aménagé à Pokola (Sangha)

La 28^e journée de l'arbre est le moment de jeter un regard rétrospectif sur l'ensemble des initiatives mises en place par le gouvernement dans sa politique de planting d'arbres.

Les objectifs de cette politique sont de préserver l'écosystème forestier et renforcer le couvert végétal national.

Au nombre des structures auxquelles incombe aujourd'hui cette tâche figurent en bonne place la Société nationale de reboisement (SNR) et le Pronar (Programme national d'afforestation et de reboisement) répondant aux missions précises : reboiser et entretenir des couverts forestiers sur le territoire national. [Page 3](#)

OMS-AFRIQUE

Matshidiso Moeti élue directrice régionale

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la région Afrique vient d'élire, en marge de la 64^{ème} session du comité régional, une nouvelle directrice en remplacement de l'Angolais Luis Gomes Sambo qui vient d'achever deux mandats à la tête de ladite organisation (2004-2015).

De nationalité botswanaise, Matshidiso Moeti occupait jusqu'ici le poste de directrice de la gestion du programme par intérim au bureau Afrique de l'Oms. Elle a été choisie par la majorité des délégués des 37 pays africains présents sur les 47 attendus à la 64^{ème} session du comité régional de l'OMS pour l'Afrique dont les travaux débutés le lundi prendront fin ce vendredi 7 novembre à Cotonou, au Bénin. [Page 9](#)



CULTURE

La première journée nationale du livre célébrée hier au Congo



Le ministre de la Culture et des arts et celui de la Jeunesse et de l'éducation civique visitant les stands du livre

Placée sur le thème « livre et épanouissement », la première édition de la Journée nationale du livre a donné lieu, le 5 novembre, à une cérémonie officielle dans les jardins du ministère de la Culture et des arts. Cette rencontre a donné lieu à une exposition de

livres, un jardin de lecture, ainsi qu'à des déclamations littéraires et lectures de textes par des élèves, en présence du ministre de tutelle, Jean-Claude Gakosso, qui avait à ses côtés son collègue en charge de la Jeunesse, Anatole Collinet Makosso. [Page 11](#)

FOOTBALL/DIASPORA

Delvin Ndinga signe son premier but en Ligue des Champions

Le milieu défensif des Diables rouges du Congo, sociétaire du club grec d'Olympiakos, s'est illustré sur le terrain de Juventus de Turin, en marquant de la tête le deuxième but de son équipe. Même si les Grecs ont perdu la partie sur le score de 3-2, Delvin Ndinga s'est bien mis en évidence lors de ce match. C'est de bon augure pour les Diables rouges qui préparent un match décisif contre les Super Eagles du Nigeria, le 15 novembre à Pointe-Noire.

ÉDITORIAL

Crimes

Page 2

ÉDITORIAL

Crimes

Mieux vaut tard que jamais : les médias des grands pays industriels de l'hémisphère Nord découvrent subitement que nombre de leurs entreprises prospèrent sur la misère de ce que l'on appelait hier le « Tiers-monde » et que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de « monde émergent ». Après le Bangladesh, où sont fabriqués dans des conditions indignes toutes sortes de produits vendus très cher en Europe et aux États-Unis, ils en viennent à épinglez les conditions inhumaines dans lesquelles sont extraits, dans les mines sans nom et sans visage de l'Est de la République démocratique du Congo, les produits tels que le tantal, alias le coltan, qui entre dans la composition des téléphones portables.

Ce que ne disent pas ces mêmes médias, c'est que l'une des causes premières des drames qui se déroulent depuis des décennies dans cette partie du monde est précisément les trafics de toute nature qui accompagnent l'extraction de tels minerais. Si le Bassin du Congo figure parmi l'une des zones les plus instables de la planète, c'est d'abord et avant tout parce qu'elle recèle d'immenses gisements de matériaux rares et de métaux précieux sur lesquels prolifèrent des entreprises, occidentales pour la plupart, aux yeux desquelles la vie humaine ne compte pas. Vraies à l'époque coloniale, ces sinistres pratiques se sont maintenues et même accrues dans l'indifférence générale depuis l'accession des États africains à l'indépendance au début des années soixante du siècle précédent.

Lorsque le temps viendra de dresser le bilan des drames qui ont ensanglanté et continuent d'ensanglanter l'Afrique centrale, il apparaîtra comme l'un des plus terribles qu'ait vécu l'humanité. Bien que les chiffres exacts ne soient pas encore établis, ce bilan fera en effet apparaître dix à douze millions de morts, des centaines de milliers de déplacés, des dizaines de milliers d'enfants soldats, d'innombrables viols et actes de torture, des régions aussi vastes que l'Europe vouées au désordre institutionnel. Et l'on verra les pays riches battre leur coulpe en oubliant qu'elles furent directement ou indirectement à l'origine de ces atrocités.

Ne reprochons pas aux médias occidentaux de se pencher enfin sur ces drames. Mais suggérons-leur de remonter également les filières financières et politiques qui les ont, sinon encouragés du moins laissés se produire. Alors et alors seulement ils feront véritablement leur métier.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Clément Mierassa déplore les dégâts à son domicile

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le 5 novembre au siège de son parti, le président du Parti social-démocrate congolais (P.S.D.C), Clément Mierassa a déploré le comportement affiché par les policiers mardi dernier à son domicile.

« Je vous dis qu'hier le pouvoir avait envoyé un commando pour m'assassiner alors que nous tenions calmement une assemblée générale ordinaire du Mouvement citoyen pour le respect de l'Ordre constitutionnel comme nous avons l'habitude d'en tenir », a-t-il déclaré. Il n'a par contre pas révélé à la presse ce qui a pu empêcher le pire de se produire.

Le président du P.S.D.C a longuement commenté ces événements au cours desquels quelques éléments de la Force publique s'en seraient pris à son domicile.

Il a fait savoir que la réunion du Mouvement citoyen pour le respect de l'Ordre constitutionnel dont il est le coordonnateur, n'avait pas pour but de perturber l'ordre public.

Il s'agissait simplement, a-t-il expliqué, d'examiner quelques points inscrits à son ordre du jour parmi lesquels, le rappel des décisions et conclusions de la dernière réunion du mouvement, le point sur les recours introduits auprès de la Cour constitutionnelle avec l'adoption d'un communiqué de presse, l'examen des projets de textes, l'orientation du travail du mouvement et bien d'autres questions diverses. « Nous étions en train d'examiner calmement l'ordre du jour que je viens d'indiquer lorsque soudain des éléments de la police, pour certains armés et d'autres en uniforme, ont forcé l'entrée de mon domicile et ont commencé à menacer les per-



Clément Mierassa

sonnes placées au portail pour assurer la sécurité des lieux ».

Ces éléments, a-t-il poursuivi, ont intimé l'ordre de ravir les téléphones portables et les sacs des personnes qui étaient au lieu de l'assemblée générale. Près de trente-cinq personnes, a-t-il conclu, ont été finalement arrêtées à la suite de cet incident.

Le président du P.S.D.C a surtout déploré les dégâts occasionnés par ces éléments de la police qui d'après lui, ont fait sauter les

vitres de sa voiture, fouillé de fond en comble son bureau de travail et ont fait exploser « des engins dangereux ». Cette situation, a-t-il déclaré, a créé la panique.

Se disant opposé au changement de la Constitution, Clément Mierassa fait partie de l'opposition dite radicale.

Ce 5 novembre, il a cosigné avec Anatole Limbongo Ngoka et Jean-Marie Mpouélé une déclaration allant dans ce sens.

Jean Jacques Koumba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service Commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundaké Ngonzo

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Que sont devenus les arbres anciennement plantés ?

La tradition sera respectée ce 6 novembre 2014 car le gouvernement a mobilisé l'ensemble des administrations publiques, des entreprises privées et autres acteurs pour procéder au planting d'arbres. Le site retenu cette année n'est autre que Bambou-Mingali à quelque 50 kilomètres au nord de Brazzaville. La 28^e Journée nationale de l'arbre oblige à jeter un regard sur les anciens plantings réalisés avec une question majeure : que sont devenus nos arbres anciennement plantés ?

Question légitime au regard des enjeux environnementaux de l'heure et de l'objectif premier assigné à la JNA : renforcer la couverture forestière et pérenniser la politique du développement durable au Congo. Depuis, ce sont des centaines d'hectares de forêts qui sont plantées comme on peut le constater à travers le territoire national. Pointe-Noire, PK Rouge (aujourd'hui Ignié), Brazzaville, Kintélé, etc. les sites sont nombreux où, avec le président de la République en tête, les Congolais ont accompli l'acte qui les engage alors même que les défis écologiques n'avaient pas l'importance qu'ils revêtent aujourd'hui.

Quel constat aujourd'hui ?

Répondre à cette question suppose un état de lieux des différentes plantations. Boutures plantées et abandonnées par la suite, telle est l'image actuelle à retenir. Ce constat ressort d'une série de descentes effectuées par les Dépêches de Brazzaville sur quelques sites. Il s'agit notamment du jardin planté devant l'hôpital de Mfilou, dans le 7^e arrondissement de Brazzaville et au domaine d'Ignié situé à 45 km de Brazzaville. En effet, en novembre dernier un jardin naturel a été planté devant le centre hospitalier de Mfilou. Lors de cette cérémonie, près de 800 plants de l'espèce Terminalia mentallis, une variété d'eucalyptus, ont été plantés, soit une densité de 400 plants par hectare. Une année après, aucune évolution ne se fait sentir, car tous les plans ont séché. Cet échec pourrait s'expliquer par le manque de suivi régulier de ces plantations. Ici, les responsabilités sont partagées même si, en premier, ce sont les services de l'économie forestière qu'il faut indexer. «*Quel est le rôle du service national de reboisement si ce n'est de s'occuper des arbres plantés à l'occasion*



de la journée nationale ?», s'est interrogé Nathalie, une étudiante surprise sous la forêt de kintélé. «*Je pense que les mairies et autres autorités locales ont ce devoir de veiller sur les arbres. C'est pareil pour la salubrité ou la sécurité. C'est une cause nationale*», pense Rodrigue, un agent des Eaux et forêts.

La place de l'éducation environnementale

Ce rejet de responsabilités trahit l'ignorance par les citoyens et appelle à une meilleure éducation environnementale. «*Je pense qu'il faut instituer des cours d'édu-*

cation environnémentale dans les programmes scolaires afin de mieux sensibiliser les jeunes pour qu'ils s'approprient cette problématique», propose Dieudonné, directeur d'école. Et d'expliquer que les phénomènes d'érosion qui menacent nos villes sont la conséquence du manque d'informations. «*Les gens n'hésitent pas de déforester à souhait dans le seul but de gagner des terrains, oubliant que ces sols laissés à nu annoncent des catastrophes naturelles. Prenez le cas de la forêt de la Tsiémé qui entouraient la cité des 17. Toute la zone est dévastée et la conséquence ce sont les*

érosions qui non seulement menacent les habitations qui sont construites mais surtout la route Moukondo-Nkombo», explique Dilantsi, un habitant du quartier Thomas Sankara à Brazzaville. «*Contairement à d'autres villes du pays, Brazzaville est construite sur du sable et au creux des collines au point qu'elle ne peut échapper ni à l'ensablement ni à l'érosion comme on le vit maintenant*», ajoute-t-il en prenant des exemples sur des quartiers comme Ngamakosso, Domaine ou Faubourg - Petit-chose à Tangaï dans le 6^e arrondissement. Ailleurs en effet, les villes bénéficient d'un sol dur comme l'argile ou la latérite. Ouessou, Sembé, Dolisie, etc. sont des exemples en la matière.

Notons que malgré l'importance du couvert forestier national qui représente 67% du territoire et sa richesse en biodiversité, le reboisement et le boisement constituent une niche d'activités variées et d'emplois décents et peut servir de moteur à l'émergence de l'économie verte en République du Congo. Ainsi, la Journée nationale de l'arbre représente une occasion de sensibilisation et de conscientisation des populations au rôle de l'arbre et de la forêt dans la vie.

Lopelle Mboussa Gassia

POLITIQUE AGRICOLE

Le ministre Rigobert Maboundou s'explique

Le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Rigobert Maboundou, s'est expliqué sur les questions liées à son secteur avec un accent sur la situation des villages agricoles. De façon globale, il a tenu à donner un éclairage sur la politique agricole du Congo.

Le chef du département est fier des résultats des deux villages agricoles (Nkouo et Imvouba) car, selon lui, les objectifs fixés ont été dépassés. «*Si je prends les objectifs de la dernière année (d'octobre 2013 à octobre 2014), nous sommes déjà à 8 millions d'œufs de table et 460 mille poulets de chair. S'y sont créés des marchés de fruits et légumes tout autour des villages, des produits de 2 hectares de terre mis à la disposition des familles. En termes de revenus, les exploitants devaient avoir au minimum 200 mille Fcfa par mois. Et là, ils ont dépassé ce seuil de revenu*», a énoncé Rigobert Maboundou.

Le ministre a reconnu même que le seul village agricole Nkouo ne peut répondre à la demande nationale des œufs estimée à 14 millions. En effet, la production de plus de 8 mil-

lions que garantit Nkouo (83 km de Brazzaville) n'a réduit que de moitié la demande. Face à cela, les opérateurs agropastoraux sont invités à accompagner l'initiative étatique en créant des unités de production afin de renflouer le marché national. «*C'est impossible qu'avec un seul village agricole qu'on sature les marchés et que les prix baissent. Nous encourageons les opérateurs privés à contribuer. Il ne faut pas rêver à une baisse de prix pour l'heure. Si nous le voulons que chacun de nous se mette dans l'agriculture*», a-t-il déclaré, exhortant se compatriotes à l'action.

Le ministre a signifié que Nkouo n'est pas le plus grand producteur mais plutôt une entreprise privée avec une production de 40 000 œufs par jour. «*L'économie nationale est faite de ces petites initiatives qui permette à chacun de faire ce qu'il peut. Le gouvernement apporte une solution*». Le nouveau village de Nkouo compte 40 familles, soit 80 exploitants qui disposent d'une maison et d'un poulailler modernes. Le gouvernement a mis à leur disposition 2 hectares de terre. «*Lorsque nous*

construisions ce village, nous nous donnions un plafond de production d'œufs de table de 6 millions 600 mille par an pour Nkouo et 400 mille poulets de chair par an pour Imvouba», a révélé le ministre. Les familles ont bénéficié d'une formation avant d'être placées dans les sites. En d'autres termes, les villages ne posent aucun problème pour les exploitants. Sinon, il y aurait déjà eu des départs. En dehors de 3 décès (2 pour cas de maladie à Nkouo et 1 par accident à Imvouba), tous les autres exploitants sont sur place.

Il a évoqué le cas d'un autre qui se trouverait en France pour des raisons de soin de santé dont l'épouse a rassuré le ministre qu'il s'est pris en charge totalement à partir des revenus sortis du village et qu'il reviendra. Comme annonce, le ministre a évoqué la construction des villages dans le périmètre de Pointe Noire alors que pour Brazzaville, le projet devrait se terminer par le village d'Odziba jugé très important pour le gouvernement car il constitue la base logistique de la trilogie. Ici, la spécialité sera la production

de la viande porcine.

L'aliment de bétail

En ce qui concerne l'aliment de bétail, le gouvernement travaille sur le dossier avec les Marocains, en application d'une convention signée en marge de Build Africa en février dernier. «*Les partenaires arrivent bientôt, les terres sont déjà localisées à Ignié. 18 mois suffiront pour sortir de terre une unité de production d'aliment de bétail*», a affirmé Rigobert Maboundou. Cette structure rivalisera sans nul doute avec la Coddipa, connue à ce jour comme le seul producteur d'aliment de bétail.

Le budget

Depuis 4 ans, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage a des allocations budgétaires au titre des moyens librement affectables de l'ordre de 40 milliards Fcfa. Cependant, la meilleure année était celle de 2012 avec 26 milliards d'argent décaissé. Donc, au-delà de 50%. Depuis là, le ministère n'a jamais dépassé les 10% de budget encaissé. «*Maputo avait prévu que l'agriculture devait absorber 10% du budget pour*

son financement. En tant que ministre de l'Agriculture, je n'en ai pas besoin car je ne suis pas capable d'absorber 400 milliards. Déjà qu'avec 40 milliards FCFA nous n'arrivons pas compte tenu de la réalité de la chaîne de la dépense jusqu'au paiement. Le plus important est de s'inscrire dans cette dynamique d'augmentation de budget, de priorisation des activités agricoles», a déclaré Rigobert Maboundou.

Sécurité alimentaire

Le ministre s'est apesanti sur le délai pour lequel la République du Congo devrait atteindre la sécurité alimentaire. «*Les Sud-Africains sont arrivés à Malolo, deux ans après, ils ont saturé le marché congolais en maïs. Plus nombreux, nous serons dans l'agriculture, plus tôt nous accélérerons notre cadence et nous accèderons à la sécurité alimentaire (...)* L'État accorde des facilités pour stimuler, impulser les gens à l'agriculture. Il appartient aux citoyens d'accompagner cette volonté en créant des activités», a-t-il conclu.

Nancy France Loutoumba

COOPÉRATION

Les Zones économiques spéciales du Congo intéressent le secteur privé européen

L'Union européenne, à travers son ambassadeur en poste au Congo se dit prête à accompagner le gouvernement congolais dans la réalisation des Zones économiques spéciales, et à investir dans ce projet.

L'ambassadeur, chef de délégation de l'Union européenne au Congo, Mme Saskia De Lang, a exprimé cet engagement le 5 novembre à l'issue d'un entretien avec le ministre à la présidence chargé des Zones économiques spéciales, Alain Akouala Atipault. Connaissant déjà les grandes lignes dudit projet, l'Union européenne voudrait encore s'informer sur d'autres contours du projet, avant de pouvoir stimuler l'investissement. « *Dernièrement, le ministre a fait*

une excellente présentation pour l'ensemble du corps diplomatique. C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à le rencontrer pour avoir de plus amples informations sur l'ensemble des projets et leur état d'avancement », a expliqué le diplomate européen.

Au cours de leur entretien, le ministre lui a fait également l'histoire des Zones économiques spéciales, et a expliqué les différentes étapes dans lesquelles il s'est engagé afin de trouver un modèle de gouvernance pour celles-ci. « *Nous continuerons à travailler*



Mme Saskia De Lang reçue par le ministre Alain Akouala Atipault

ensemble dans le domaine des Zones économiques spéciales. Il y aura un échange de documents d'information, mais, pas uniquement pour moi-même en tant qu'ambassadeur de l'Union européenne, mais aussi pour les autres ambassadeurs des Etats membres présents au Congo », a-t-elle précisé.

En outre, Mme Saskia De Lang a félicité le Congo d'avoir lancé les Zones économiques spéciales qui, selon elle sont l'un des maillons essentiels qui pourront contribuer à la diversification économique et

à la création des emplois pour les jeunes. « *C'est une excellente initiative de démarrer dans certains îlots en tenant compte des potentialités des différentes zones et de pouvoir créer des emplois. Le Congo a une population jeune, et beaucoup de jeunes sont formés, mais il faut aussi leur trouver des emplois. L'idée de diversification par rapport à l'économie qui dépend beaucoup du secteur pétrolier est à applaudir et à encourager* », a indiqué l'ambassadeur de l'Union européenne.

Yvette Reine Nzaba

FIBRE OPTIQUE

Vers la construction de l'infrastructure souterraine

Le projet Central Africa Backbone (CAB) entre dans sa phase concrète avec la pose de la première pierre imminente relative à la construction de l'infrastructure fibre optique entre la République du Congo et le Gabon.

Le ministre des Postes et télécommunications, Thierry Mougalla, l'a indiqué au terme d'une séance de travail avec la Banque mondiale (BM) sanctionnant la revue à mi-parcours du projet CAB. Cette infrastructure est complémentaire à celle actuellement déployée par le ministère de l'Aménagement du territoire et de la délégation des Grands travaux entre Pointe-Noire et Brazzaville. Contrairement à la fibre nationale qui est aérienne, celle du Cab sera souterraine. Elle devra connecter le Congo aux pays voisins en commençant par le Gabon. Les deux pays devraient harmoniser leur agenda pour la pose de la première pierre, marquant le début des travaux courant 2015. « *Nous sommes rentrés dans la phase finale du choix de l'opérateur qui va construire l'infrastructure de la fibre et ensuite nous irons vers la pose de la première pierre. Une fois qu'on aura fait avancer cet aspect essentiel du projet CAB, on va probablement faire des propositions pour déployer la fibre* », a expliqué le ministre. Cependant, la question sur la gestion de la fibre optique reste en suspens. Deux fibres se présentent : celle du cab et la

nationale. L'État devra décider dans les prochaines semaines de la mise en place d'un cadre de gestion qui va intégrer la création d'une structure propriétaire de la fibre. La structure attendue devra procéder à un mode d'exploitation de la fibre permettant aux usagers de toucher du doigt la fibre. « *Cette infrastructure appartiendra à l'État à travers la création d'une société de patrimoine qui va avoir la propriété de ces infrastructures. Le principe de la gestion de la maintenance et de la commercialisation de cette infrastructure sera confié par cette société de patrimoine national à une structure dans un partenariat public privé qui reste à définir* », a indiqué Jérôme Bezima, chargé du projet CAB à la BM. Par ailleurs, le projet est jugé satisfaisant en termes de réalisations et de décaissement.

Aussi, la BM entrevoit les prochaines étapes du projet à partir de l'année prochaine. Elle les définit à travers un réseau complètement connecté entre Pointe-Noire et Brazzaville et Mbinda, et une interconnexion avec le Gabon et aussi la République démocratique du Congo et l'Angola. « *(...) procéder à des investissements pour pouvoir supporter les projets I-gouvernement de la cyber stratégie du gouvernement et enfin accompagner le gouvernement dans la numérisation pour le passage de l'analogie au numérique* ».

Nancy France Loutoumba



OFFRES D'EMPLOI

Contexte :

Le Parc National d'Odzala Kokoua (PNOK), situé au nord-ouest de la République du Congo, couvre une superficie de 1.354.600 hectares et comprend plus de 100 clairières, des populations de gorilles et d'éléphants. Depuis 2011, le PNOK est géré par la Fondation Odzala Kokoua, organisation créée suite à l'accord de partenariat signé entre African Parks et le Gouvernement du Congo pour le financement et la gestion durable de ce Parc durant une période de 25 ans.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'appui à la surveillance et à la valorisation du Parc National d'Odzala Kokoua financé par l'Union Européenne, la Fondation Odzala Kokoua, disposant des structures opérationnelles (Conseil d'Administration et Unité de gestion) recherche :

- Un(1) Tractoriste (H/F)
- Un(1) Electricien (H/F)
- Un (1) Chef d'atelier (H/F)

Lieu d'affectation :

Quartier Général du Parc à Mbomo
Compétences recherchées

1- Tractoriste

- Etre une personne de bonne moralité
- Avoir un niveau d'études secondaires
- Savoir conduire les tracteurs et les réparer
- Avoir un permis de conduire CEMAC à 4 cachets
- Qualité de productivité exigée
- Etre capable de surveiller les travaux de réparation des routes

- Avoir une bonne connaissance de la forêt septentrionale du Congo
- La connaissance d'une langue étrangère en l'occurrence l'Anglais serait un atout
- Etre capable d'effectuer tous autres travaux demandés par la hiérarchie du Parc
- Etre capable de travailler sous pression

2- Electricien

- Etre une personne de bonne moralité
- Avoir un niveau d'Etudes secondaires ou supérieures
- Etre capable de proposer des solutions énergétiques dans le Parc
- Qualités de productivité exigée
- Etre capable de monter et de réaliser les circuits électriques des bâtiments
- Capacité de réparer les circuits électriques automobiles
- Etre capable de travailler sous pression

3- Chef d'atelier

- Etre de bonne moralité
- Etre capable de proposer une politique cohérente pour la gestion du garage
- Avoir fait des études supérieures techniques ou équivalentes
- Etre capable de gérer et de diriger une équipe des personnes travaillant dans un atelier
- Production des rapports mensuels et trimestriels au

Chef de la Logistique

- Il est responsable de la répartition du flux du travail dans

- l'atelier y compris la planification des travaux et la répartition des tâches quotidiennes
- Il doit être assuré que les pièces de rechange sont commandées pour chaque emploi
- Il doit aussi aider à monter les états de besoin de l'atelier
- Dresser les rapports sur les dépassements ou déficits de la main d'œuvre
- Elaborer et mettre en œuvre des systèmes
- Travailler avec le Chef de la Logistique en vue de répondre de façon efficiente aux besoins du PNOJK
- Etre capable de travailler sous pression

Dossier de candidature

Pour les trois(3) postes :

- Une lettre de motivation
- Un CV détaillé
- Les copies certifiées des diplômes
- Les attestations de travail des différents postes occupés
- La copie du permis de conduire (pour le Tractoriste seulement)

Les dossiers de candidatures doivent être déposés au plus tard le 18 novembre 2014 au bureau de la Fondation Odzala-Kokoua à Brazzaville sis 227, rue Campel, ravin du Tchad, plateau centre-ville Brazzaville ou au QG du Parc National d'Odzala-Kokoua à Mbomo ou encore adressés à l'adresse mail suivante : 'Ross Hattingh' <rossh@african-parks.org>

NB : seuls les candidats présélectionnés seront convoqués pour les interviews. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ « La politique est un chemin de croix pour tout le monde. »

Dominique de Villepin, ancien Premier ministre français, BFMTV, 12 septembre 2014

□ « C'est le peuple qui détient la souveraineté populaire, et c'est le peuple qui, en définitive, est l'interlocuteur des dirigeants une fois qu'ils ont été élus par ce même peuple »

Moustapha Niasse, président de l'Assemblée nationale sénégalaise, RFI, 05 novembre 2014

□ « Les petits pays ne s'en sortiront pas sans intégration régionale. C'est l'idée de locomotive : l'Afrique a besoin de pôles de croissance, de grands pays, de grandes villes, reliés aux plus petits par des infrastructures performantes. »

Carlos Lopes, bissau-guinéen, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, 05 avril 2014

□ « Quid plus généralement de l'opposition entre légalité et légitimité ? Il est rarissime que la légalité suffise à rendre une décision légitime. La légitimité est ainsi le fruit d'une construction démocratique complexe. »

Dominique Bourg, Université de Lausanne, auteur de Quand l'écologie politique s'affiche, Le Monde, 30 octobre 2014

□ « S'il advient que l'Europe éclate un jour, on n'assistera pas au retour des nations, mais à la décomposition des États ouvrant la voie à l'affrontement des communautés ou à l'apartheid. »

Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste français, JolPress, 5 novembre 2014

API

La directrice s'imprègne de la pratique pour créer une entreprise

En vue de voir l'applicabilité du décret n° 2014-243 du 28 mai 2014, signé par le président de la République Denis Sassou N'Guesso portant simplification des formalités de création d'entreprise, la directrice générale de l'Agence pour la promotion des investisseurs (API), Anick Patricia Mongo a eu le 5 novembre, au Centre de formalités des entreprises, une séance de travail avec les responsables de ce Centre ainsi que ceux de la direction générale des impôts.



Une séance de travail entre la directrice de l'API et les responsables du centre et la direction générale des impôts (crédit-adiac)

La pratique de création des entreprises est considérée comme un maillon important du circuit de l'investissement dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires.

Le Centre de formalités des entreprises présenté en guichet unique a pour mission d'aider les

opérateurs économiques à créer leur entreprise dans un délai de création de 48 heures. Le CFE devrait délivrer les actes administratifs attestant de la création, la modification, la cessation ou la radiation de l'entreprise.

Malheureusement la réalité ne suit pas le texte. Sur le terrain, la

création des entreprises ne se fait pas en deux jours. Ceci pourrait laisser penser à certaines difficultés que rencontre le centre.

Il revient donc à la hiérarchie de chercher des pistes de solutions afin de rendre applicable le décret portant réduction du délai de création de l'entreprise.

Lydie Gisèle Oko

AVIS DE RECRUTEMENT

Restaurant ILYS, cherche plongeurs, serveurs, serveuses et commis de cuisine qualifiés.
CV et lettre de motivation à déposer au 918, rue Moulenda plateaux des 15ans/Brazzaville
Téléphone : 06 618 88 19



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DURÉE	COÛT	PERIODE
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5jrs	400 000 FCFA	17 au 21 novembre 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant(e) de direction : Perfectionnement	3jrs	400 000 FCFA	1 au 3 Décembre 2014
GMP08	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés ?	5jrs	500 000 FCFA	8 au 12 Décembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5jrs	500 000 FCFA	15 au 19 décembre 2014

MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTILE

Le Congo en voie de valider son guide de surveillance

Les cadres des différents secteurs de santé se réunissent les 5 et 6 novembre à Brazzaville à la faveur de l'atelier de validation des documents pour la revue et la surveillance des décès maternels, néonataux et infantiles dans le domaine de la surveillance épidémiologique intégrée des maladies

Organisée par le ministère de la Santé et de la Population en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette rencontre de deux jours vise à renforcer la notification et l'analyse des décès maternels à travers le système de surveillance intégrée de la maladie et riposte. Elle permettra aux participants d'enrichir et d'accroître leurs compétences respectives pour le renforcement du système de la surveillance épidémiologique et le programme de prévision de la mortalité maternelle et infantile en adéquation avec les réalités du Congo.

Les principales causes des décès maternels

La représentante de l'OMS au Congo, le Dr Fatoumata Binta Tidiane Diallo, a indiqué que les principales causes des décès maternels étaient les hémorragies, les complications de l'hypertension artérielle, les infections et les complications des avortements pratiqués dans de mauvaises conditions de sécurité. Selon elle, un lien évident apparaît désormais entre



Le Dr Damase Bozongo entouré du Pr Obengui et du Dr Fatoumata Binta Tidiane Diallo/crédit photo Adiac

les services de santé maternelle et infantile et la surveillance épidémiologique pour la prise de décision éclairée. « La surveillance épidémiologique permet l'identification, la notification, la quantification, la cartographie et la détermination systématique des causes des décès maternels. Grâce à la surveillance épidémiologique, il est possible de notifier tous décès maternels et infantiles, de déterminer correctement les ratios de mortalité, de fournir en temps réel des tendances et d'identifier les possibilités d'éviter », a expliqué Fatoumata Binta Tidiane Diallo. En effet, le Congo a mis en place en 2010, l'Observatoire national de décès maternels, néonataux et infantiles dont les

résultats ont permis de mieux comprendre le profil épidémiologique des décès maternels. De même, le ministère de la Santé et de la population avec l'appui de l'OMS et du Fnuap, vient d'élaborer un guide contenant tous les éléments nécessaires à la pratique de l'analyse systématique des décès maternels, néonataux et infantiles y compris la surveillance. « Face à tous ces efforts dans le cadre de la réduction de la mortalité maternelle, infantile et néonatale, le temps est venu de passer en revue toute la documentation qui guide les actions vers l'atteinte des objectifs fixés, à savoir le guide de collecte et de notification et d'analyse des décès », a ajouté la représentante de l'OMS. Présidant la

cérémonie, le conseiller sanitaire du ministre de la Santé, le Dr Damase Bozongo, a rappelé que la surveillance des décès maternels demandait un suivi continu des interventions et programmes. Le but étant de réduire la mortalité, la morbidité maternelle, améliorer l'accessibilité, la qualité des soins et services offerts au cours de la grossesse, de l'accouchement et dans le post-partum. « Dans les pays en développement, la collecte des données complètes et fiables sur la mortalité maternelle est un exercice difficile. Ces décès ne sont le plus souvent pas documentés. Or, sans données complètes et fiables, aucune action correctrice ne peut être prise pour l'amélioration de la santé de la femme », a-t-il déploré.

Cette triste réalité a permis aux chefs d'Etat et de gouvernement, réunis à Kampala en 2011, de placer le sommet sous le signe de « l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et infantile dans la région africaine ». C'est ainsi qu'ils avaient décidé de surveiller, notifier et documenter chaque décès maternel survenu dans les formations sanitaires et/ou dans la communauté, afin que des actions correctrices soient entreprises pour éviter qu'une telle tragédie ne se reproduise.

La mortalité maternelle et infantile, un réel problème de santé publique en Afrique

Rappelons que l'une des cibles des Objectifs du millénaire pour le développement (OMS) est de réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle. Depuis 1990, le taux mondial de mortalité maternelle n'a baissé que de 3,1% par an, au lieu des 5,5% nécessaires pour atteindre l'OMD 5 qui consiste à améliorer la santé maternelle. Selon les statistiques, l'Afrique subsaharienne a le taux de mortalité infantile le plus élevé du monde, avec 92 décès pour 1000 naissances vivantes, soit près de quinze fois plus que la moyenne des pays développés. Les principales causes en sont la pneumonie, la diarrhée, le paludisme, la rougeole, le VIH/Sida et les problèmes néonataux. La mortalité maternelle et infantile constitue un réel problème de santé publique en Afrique.

Parfait Wilfried Douniama

ALIMENTATION ET SANTÉ

Le café, une boisson à la caféine

Le café est une boisson obtenue par infusion d'une poudre de fèves grillées de *Coffea arabica* ou *Coffea canephora*.

C'est un produit excitant par le fait qu'il contient un alcaloïde, une substance susceptible d'exercer une activité physiologique à faibles concentrations. Beaucoup de productions alimentaires ou non en sont pourvues. L'inconvénient, malheureusement, est que ledit alcaloïde devient toxique, à l'instar de la morphine ou de la cocaïne, lorsque la dose croît.

Le café est le fruit du caféier, un arbuste venant d'Abyssinie, ancien nom des hauts plateaux du massif éthiopien et du Soudan. Aujourd'hui, c'est l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est qui fournissent l'essentiel de la production mondiale.

Notre pays le Congo a été jadis un producteur important. Les fruits ressemblent à des cerises et pour avoir notre fameux café, ils sont dépulés, fermentés, lavés, séchés, décortiqués, polis et triés. La torréfaction, ou grillage, apporte la touche finale concernant les qualités organoleptiques : goût, saveur et arôme. Les variétés les plus connues sont l'*arabica* et le *robusta*.

La composition chimique du café est à peu près la suivante : 50 % de glucides, 13 % de lipides, des éléments minéraux notamment le calcium et le magnésium, des vitamines B surtout la niacine, des acides organiques comme l'acide caféique ou chlorogénique et 1,5 à 3 % de caféine. Le café a acquis un tel succès dans les pays développés que son mode de consommation a fortement évolué, et avec lui le café soluble. La tendance, en effet, est passée à une consommation sous forme de plusieurs conditionnements comme les dosettes et les capsules individuelles dont certaines sont même naturelles et recyclables.

Les bienfaits du café découlent surtout du fait que grâce à la torréfaction, il y a formation de diverses substances favorables à l'organisme parmi lesquelles la vitamine B3, PP ou niacine dont on connaît bien les vertus contre la pellagre. Par ailleurs, la caféine est une substance stimulante des systèmes nerveux, circulatoire et respiratoire. Elle est aussi diurétique. Grâce à ses propriétés psychostimulantes, elle permet d'accroître la vigilance, les capacités intellectuelles et l'acuité visuelle.

Les inconvénients existent aussi car la caféine est responsable de palpitations, d'insomnies et de tremblements. Heureusement pour les Africains et particulièrement les Congolais, les plus gros consommateurs de café au monde ne se trouvent pas en Afrique, mais dans les pays nordiques, en particulier la Suède. Il y a dans ces pays beaucoup de risques de caféisme car cette pathologie touche souvent les consommateurs qui dépassent la dose de 500 mg par jour, ce qui équivaut à 5 ou 6 tasses de café par jour. Le café est une boisson à consommer sans excès.

Par Ange Kounkou,
Président de l'Association pour la promotion
des industries agroalimentaires au Congo (APIAC)

VIOLENCES À L'ÉCOLE

Bagarres rangées entre des élèves d'une école privée à Mikalou, Brazzaville

Les populations vivant autour du rond-point dit du Terminus Mikalou n'en peuvent plus du comportement des élèves du complexe scolaire privé « La Fondation Olou », situé à Ouenzé, dans le cinquième arrondissement de Brazzaville.

Plutôt que de se concentrer sur les études, les élèves d'ici ont choisi leur établissement comme lieu de démonstration de leurs richesses. Disons de la richesse de leurs parents. En effet, depuis la rentrée des classes, un groupe d'élèves de cet établissement organisent des numéros spéciaux pour attirer l'attention de leurs collègues et des populations riveraines, perturbant à souhait le déroulement normal des cours. Vendredi dernier, quelques uns d'entre eux sont arrivés à l'école dans des voitures de luxe alors que d'autres ont préféré des motos. Pendant plus d'une heure, ils se sont livrés à un spectacle digne de Formule 1, allant et venant, démarrant en trombe, slalomant entre d'autres voitures, ajoutant ainsi au légendaire embouteillage que connaît ce tronçon de la route nationale N°2, entre Mikalou et le lycée Thomas-Sankara. Des spectacles de surface qui cachent bien de rivalités en dessous, entre « enfants de riches » et « enfants de pauvres », et qui se traduisent sur le terrain, dans les classes, par des menaces, des injures avec à la clé une haine entretenue. Celle-ci a atteint son paroxysme le mardi 4 novembre. Dès les premières heures, des grou-

pes rivaux ont déclenché une bagarre où de nombreuses armes blanches ont été brandies, à défaut d'être utilisées. « C'était la panique générale ! Impossible de faire cours et nous avons craint pour les plus vulnérables des élèves : les filles et les plus petits », a expliqué un responsable de l'établissement. « La menace pèse sur tout le monde, élèves, enseignants et même les passants », a ajouté un enseignant qui n'a pu donner cours ce matin-là. Il a fallu la présence de la police sur les lieux pour arrêter ce qui aurait dû provoquer un drame. Ces scènes de violence dans les établissements ne datent pas d'aujourd'hui. Il y a quelques années, les élèves du Lycée technique 5-Février de Mpila, Ouenzé, étaient pointés du doigt pour leur banditisme. Autres foyers de tension à Brazzaville : Baongo où les élèves du lycée technique 1^{er} Mai et ceux de Savorgnan de Brazza donnaient du fil à retordre aux éléments de la police à cause des bagarres récurrentes. « J'ai l'impression que les enfants sont sous l'influence des images projetées par des chaînes étrangères. Ils veulent reproduire ici les fameux « battles » ou batailles de rues entre groupes rivaux comme on le voit aux États-Unis et en Europe. C'est une nouvelle culture qu'il faut combattre », a commenté un enseignant à la retraite qui partage son expérience de pédagogue aux nouveaux enseignants. Des propos qui sonnent comme une invite au retour à la normale.

La Rédaction

ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AUX ÉTATS-UNIS

Les Républicains prennent le contrôle du Sénat et de la Chambre des représentants

Les sondages de ces élections donnaient déjà les Républicains vainqueurs du scrutin. Et, il n'en a pas été différent puisque d'après les résultats rendus publics le mardi 4 novembre, le Parti démocrate du président Barack Obama a essuyé une cuisante défaite au Sénat face aux Républicains qui ont par ailleurs conservé la majorité à la Chambre des représentants, conquise en 2010.

Les élections de mi-mandat ont été remportées par le camp républicain qui détient dorénavant au moins 51 sur les 100 sièges que compte la chambre haute du parlement. Leur parti conserve par ailleurs, le contrôle de la Chambre des représentants. Ce qui scelle donc la mainmise des Républicains sur le Congrès américain. Au Sénat, le parti d'opposition a notamment ravi aux Démocrates de Barack Obama les sièges dans sept États: Virginie Occidentale, Arkansas, Dakota du Sud, Montana, Colorado, Iowa et Caroline du Nord.

La victoire des Républicains dans cette élection a pour conséquence fondamentale de réduire la marge de manœuvre du président Barack Obama pour ses deux dernières années de mandat. Elle le place dans une position difficile pour cette période parce que son programme politique pourrait être bloqué au Congrès. Lequel programme concerne principalement la réforme de la santé publique, surnommée « Obamacare » par les Républicains. L'issue de cette réforme pourrait donc être compromise, si les parlementaires s'obstinaient à réclamer l'abrogation de la loi portant sur ce projet. Désormais, les compromis sont obligatoires entre les deux partis,

et le président américain. Mitch McConnell, le nouveau chef de la majorité du Sénat l'a d'ailleurs rappelé en ces termes : « Nous avons l'obligation de travailler avec le président Obama sur des questions sur lesquelles nous pouvons trouver des accords. Je pense que c'est notre devoir de le faire. Ce n'est pas parce que nous avons un système à deux partis que nous devons être en perpétuel conflit ».

Après la publication des résultats de cette élection, la Maison blanche s'est bornée à minimiser la perspective d'un changement de stratégie. Elle a avancé que Barack Obama chercherait un commun accord avec le Congrès pour des sujets tels que le commerce et les infrastructures. Pour ce qui concerne d'autres thèmes, tels que le changement climatique et la réforme sur l'immigration, le chef de l'État américain devrait prochainement agir seul.

Signalons que depuis les années 1980, tous les présidents en fonction aux États-Unis ont passé les deux dernières années de leur second mandat en cohabitation avec le parti d'opposition. C'est dire que la défaite des Démocrates montre à quel point les États-Unis est un pays divisé presque à part égale entre Démocrates et Républicains. Le président Barack Obama n'est nullement surpris par les résultats des élections de mi-mandat de cette année. Il avait d'ailleurs averti les Démocrates que le vote serait le défi le plus difficile à relever depuis les élections de 1958, lorsque les Républicains avaient perdu 13 sièges de sénateurs, du temps de l'administration du président Dwight Eisenhower.

Nestor N'Gampoula

LUTTE CONTRE EBOLA

Médecins sans frontières appellent à plus de vigilance sur l'épidémie

Malgré une régression de la maladie au Liberia et en Guinée, l'ONG Médecins sans frontières(MSF) demande aux pays touchés de ne pas baisser les bras.

« Il s'agit d'une évolution encourageante dans le cours de l'épidémie. On observe une décroissance générale du nombre de cas, en particulier à Monrovia où je travaille précisément. Néanmoins, en ce qui concerne MSF, nous restons mobilisés. On ne sait pas ce qui peut se produire dans les semaines à venir. On l'a constaté dans d'autres pays au cours d'autres épidémies précédentes. L'épidémie peut évoluer par vagues et on peut repartir sur une deuxième vague qui sera peut-être moins importante mais, qui sera substantielle », a indiqué Bernadette Gergonne, médecin épidémiologiste pour MSF Belgique à Monrovia, au Liberia. Bernadette Gergonne a aussi précisé que MSF pourra réorienter une partie de ses activités en vue de mieux stopper la transmission de la maladie dans la communauté. « MSF envisage aussi

de travailler au plus près de la communauté pour détecter les cas et pour apporter un support aux familles. Si un nouveau groupe de cas se déclare, la mobilisation doit rester identique. Il faut rester mobilisés, c'est clair », a-t-elle insisté. À cet égard, l'épidémiologiste formule la nécessité d'une coordination entre les différents secteurs. « Nous observons ici que beaucoup de gens travaillent sur différents secteurs, comme par exemple le secteur des soins dans les centres de traitement Ebola, d'autres dans le suivi des personnes qui ont été en contact avec un patient, ou encore les personnes qui font de la promotion de la santé dans la communauté. Il faudrait une meilleure coordination entre tous », plaide Bernadette Gergonne.

Cette lutte insiste-t-elle, ne se fera pas sans le concours des autorités locales. On remarque que depuis,

les autorités sanitaires des trois pays touchés, la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria, y compris les ONG persistent à ne pas relâcher la mobilisation contre l'épidémie.

« Les efforts des autorités locales et l'aide internationale ont commencé à sauver des vies et offrent les premiers signes tangibles que le virus peut être et sera vaincu », a reconnu à Bruxelles Samantha Power, ambassadrice américaine auprès de l'ONU, après une visite dans les trois pays africains les plus touchés par Ebola.

Ce jeudi 6 novembre, s'ouvre à Accra, au Ghana, le sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Hormis l'urgence de l'heure, la crise au Burkina Faso, l'épidémie Ebola sera également évoquée par les dirigeants de la sous-région.

Fiacre Kombo
(Stagiaire)

Actualité africaine en bref

Sécurité en Centrafrique : l'ONU interpelle cinq personnes

Les forces de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca) ont conduit le 31 octobre à Bangui, conjointement aux forces de l'opération Sangaris et des forces de sécurité centrafricaines, une opération au cours de laquelle cinq personnes suspectées d'avoir commis des meurtres ont été arrêtées et remises aux autorités locales de sécurité pour enquête criminelle.

Dans un communiqué de presse, la Minusca a précisé que l'opération de sécurisation, a consisté en des visites domiciliaires, des perquisitions et des interpellations. Au cours de ce travail, les forces internationales et nationales ont fait face à des attaques à l'arme automatique et à la grenade. En outre, la Minusca a remercié la population pour le soutien qu'elle lui a apporté durant cette opération et a salué la parfaite collaboration des forces nationales et internationales.

Soudan du Sud : Salva Kiir et Omar el-Béchir en tête à tête

Le président du Soudan du Sud Salva Kiir est arrivé le 4 novembre à Khartoum pour des entretiens avec son homologue soudanais sur le conflit qui ravage son pays et la question des frontières.

Les deux présidents discuteront des frontières, de la sécurité et du transit du pétrole. Juba a hérité de la majorité des réserves pétrolières connues du Soudan d'avant la partition, mais reste tributaire des oléoducs du Nord pour exporter. La dernière rencontre entre les deux chefs d'État à Khartoum remonte au mois d'avril dernier.

Ebola : l'ONU demande de doubler des efforts

L'envoyé spécial du secrétaire général pour le virus Ebola, David Nabarro, a appelé à maintenir la riposte mondiale à ce virus mortel « jusqu'à ce que le dernier cas a soit contenu et traité ». De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recommandé des mesures pour mieux protéger les travailleurs de la santé.

Etant donné que la contamination passe souvent par les mains, l'hygiène des mains et le port de gants sont indispensables pour protéger le travailleur de la santé. Sur ce, l'OMS a recommandé aux travailleurs de la santé de porter deux paires de gants.

Selon les dernières données de l'OMS sur l'épidémie d'Ebola publiées le 04 novembre, 13.567 cas et 4951 décès ont été répertoriés dans les six pays affectés, dont la Guinée, le Libéria, le Mali, la Sierra Leone, l'Espagne et les États-Unis, avec deux pays précédemment touchés au Nigeria et au Sénégal.

L'envoyé spécial a expliqué que sur les 988 millions de dollars nécessaires pour financer le plan de lutte contre Ebola, 540 millions ont été reçus, soit environ 50%.

Crise au Burkina Faso: le lieutenant-colonel Zida compte remettre le pouvoir aux civils

L'homme fort de la transition au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Zida, a déclaré, le 4 novembre, au roi des Mossi, le plus influent chef traditionnel du pays, qu'il comptait remettre le pouvoir aux civils.

« Ils sont venus nous dire qu'ils vont remettre le pouvoir aux civils. Nous les avons encouragés à aller dans ce sens. Le pays doit retrouver la quiétude et la paix afin d'envisager son développement », a déclaré le Mogho Naba au sortir de son entretien avec le lieutenant-colonel Isaac Zida.

Yvette Reine Nzaba

AVIS DE RECRUTEMENT

La Société Privée de Sécurité lance un avis de recrutement pour les postes ci-après :

- Superviseurs connaissant parfaitement le métier de sécurité,
- Secrétaire de Direction avec maîtrise de l'outil informatique,
- Chefs d'équipes,
- Agents d'intervention avec maîtrise des arts martiaux certifiés par un diplôme ou une attestation.

Date limite de dépôt du dossier : Le 20 Novembre 2014.

Adresse : 1811 bis, Avenue Loutassi Plateaux des 15 ans
Contact : (242) 06 609 89 89

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Loumbou Fidèle John Delfy. Je désire désormais être appelé Lumbu Afonso Delfy. Toute personne ayant un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

Parcelle à vendre sur l'avenue de France à l'angle de l'avenue Marien Nguabi à coté du marché Poto-Poto 520 m² contenant un (1) dépôt et une (1) quincaillerie.

Tél : 06 656 49 44/ 04 412 41 56

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La communauté internationale appelle à des mesures concrètes

Les dirigeants du monde ont été invités lors du sommet de l'ONU sur le climat tenu mardi à New-York, à se mobiliser et à prendre des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques.

En effet, tous ceux qui ont pris la parole du haut de la chair des Nations, du secrétaire général, Ban Ki-moon, au président américain Barack Obama, en passant par son homologue français, François Hollande, et autres, ont lancé des appels pressants dans ce sens. Le sommet de New-York a donc été un haut lieu d'échange pour donner un nouvel élan aux négociations internationales sur le réchauffement climatique afin d'oublier l'échec du sommet de Copenhague, au Danemark en 2009.

Dans son discours, le secrétaire général de l'ONU a demandé aux dirigeants présents au sommet sur le

climat de prendre la tête de la lutte contre les changements climatiques et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. « *Je demande à tous les gouvernements de s'engager à atteindre un accord universel sur le climat à Paris en 2015, et à contribuer à limiter la hausse de la température mondiale à moins de 2 degrés Celsius.* », a-t-il déclaré.

Pour Ban Ki-moon, un tel engagement global en la matière doit être urgent étant donné que « *les changements climatiques menacent la paix et la prospérité pour des milliards de personnes.* » « *Aujourd'hui, nous devons engager le monde sur une nouvelle voie (...). Nous ne sommes pas ici pour parler. Nous sommes ici pour écrire l'histoire* », a ajouté le secrétaire général.

Le patron de l'ONU a aussi appelé à la mobilisation des investisseurs publics et privés et à investir dans des

sociétés capables de résister aux changements climatiques et de protéger tout le monde, en particulier les plus vulnérables.

De son côté, Barack Obama a exhorté les dirigeants du monde à concerner leurs efforts dans la lutte contre les changements climatiques, parce que « *les seuls efforts américains destinés à réduire la pollution par les gaz à effet de serre ne peuvent d'aucune manière accomplir cet objectif (...). Aucune nation ne peut faire face seule à cette menace* », a déclaré le président américain, ajoutant qu'il était important de prendre des mesures « ambitieuses » concernant les changements climatiques.

Pour ce faire, Il a appelé les principales économies mondiales à surmonter leurs craintes de nuire à la croissance en s'attaquant aux changements climatiques. « *Nous devons avoir une plus grande ambition*

collective, chacun d'entre nous faisant ce que nous pouvons afin de relever ce défi mondial », a-t-il insisté, soulignant que les Etats-unis reconnaissent leur rôle sur la question. « *Nous acceptons notre responsabilité afin de le combattre* », a affirmé Barack Obama. « *Nous ferons notre part, et nous aiderons les pays en voie de développement à faire la leur* », a-t-il poursuivi

Le président français, François Hollande a, en ce qui le concerne, annoncé que son pays allait verser un milliard d'euros afin d'assurer la mise en oeuvre des mesures de lutte contre les réchauffements climatiques sur les prochaines années, notamment le « Fonds vert » lancé en 2009. Ce fonds, explique le président français doit aider les Etats les plus vulnérables à financer leurs projets en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou en-

core la déforestation. Mais, malgré l'ambition affichée, soit 100 milliards de dollars d'ici 2020, les Etats confrontés à la crise économique ne se bousculent pas pour apporter leurs contributions. « *C'est une bataille contre le temps qui passe* », a relevé François Hollande.

Notons que ce sommet d'un jour tenu à New-York sur le climat est le premier de cette envergure depuis celui de Copenhague en 2009. D'après les principales ONG de défense de la planète, la réunion qui s'était tenue au Danemark s'était soldée par un échec.

Ceci, parce que l'accord non contraignant conclu à cette occasion était bien en-deçà des volontés affichées initialement par la communauté internationale. Le sommet de mardi visait quant à lui, à faciliter un accord contraignant, qui devrait être signé à la Conférence de Paris en 2015.

Nestor NGampoula





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)

ASSURANCE MALADIE ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE INCENDIE

ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION

ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!



Promotion spéciale

➤ Acer Aspire E1-570

Ordinateurs portables **acer**

➤ Acer Celeron (Couleur Rouge)

➤ Acer Celeron (Couleur Grise)

➤ Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC




Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com



BURKINA FASO

Les présidents Ghanéen, nigérian et sénégalais attendus à Ouagadougou

En attendant la tenue jeudi à Accra au Ghana d'un sommet de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), qui sera consacré à la situation au Burkina Faso, le chef de l'Etat ghanéen et président en exercice de la Cédéao, John Dramani Mahama, ainsi que les présidents nigérian Goodluck Jonathan et sénégalais Macky Sall, se sont rendus hier mercredi à Ouagadougou. L'objectif étant de discuter avec le lieutenant-colonel Zida, chef de la transition burkinabè et le presser à remettre le pouvoir aux civils.

D'après un communiqué de la Cédéao, les dirigeants de ces trois pays vont accompagner une délégation conjointe des Nations unies, de l'Union africaine et de l'espace communautaire des pays d'Afrique de l'Ouest afin de poursuivre des discussions entreprises du 31 octobre au 2 novembre. Il s'agira notamment de tout mettre en œuvre pour faire aboutir ces négociations entre les différentes forces vives de la nation et l'armée vers des élections

crédible et un retour du pouvoir aux civils. Plutôt que de mener des visites éclairées, les émissaires de la troïka ont opté pour une présence prolongée à Ouagadougou pour dissuader des initiatives qui menacent la sortie de crise. « *Le président en exercice de la Conférence a décidé de dépêcher de nouveau la Mission à Ouagadougou en vue de la poursuite des consultations entre les différentes parties prenantes. Ces trois Chefs d'Etat vont lancer un appel à l'ensemble des parties concernées, ainsi qu'à l'armée, pour la recherche d'une solution consensuelle, conforme aux dispositions de la Constitution du Burkina Faso* », précise la source. Le déplacement des Chefs d'Etat ghanéen, nigérian et sénégalais à Ouagadougou est le fruit de sérieuses tractations menées par les émissaires de la troïka, Union africaine, Nations unies et Cédéao. En effet, à en croire des observateurs proches du dossier burkinabè, des personnalités de haut niveau, membres de ces organisations ont joué et jouent encore un rôle essentiel pour chercher à ce que le Burkina Faso retrouve

l'ordre constitutionnel après la démission de l'ex-président Blaise Compaoré. Pour preuve, la troïka a envoyé à l'unisson un message clair et sans ambiguïté au patron de la transition, le lieutenant-colonel, Isaac Zida, lui demandant instamment de remettre le pouvoir aux civils. L'organisation panafricaine est allée plus loin en menaçant de sanctionner le Burkina Faso, si la transition n'est assumée que par une personnalité civile, passé un délai de quinze jours. Pour le moment, et sauf preuve de contraire dans les temps à venir, le lieutenant-colonel Isaac Zida s'est dit prêt à rendre le pouvoir aux civils. L'actuel chef de la transition l'a répété plusieurs fois lors des consultations qu'il a eues mardi avec les délégations reçues. En attendant de concrétiser cette volonté affichée, les militaires burkinabés, l'opposition et la société civile se sentent tous sous surveillance. Les membres de ces deux derniers groupes sont vivement encouragés à mettre de côté leurs divergences pour que les militaires transmettent le flambeau de la transition à une personnalité civile de leur choix.

Nestor N'Gampoula

Le lieutenant-colonel Isaac Zida, s'engage à céder le pouvoir aux civils

Le nouvel homme fort du Burkina Faso, le lieutenant-colonel Isaac Zida, a promis au principal chef traditionnel, le Mogho Naaba, de remettre le pouvoir aux civils.

Le Mogho-Naaba a reçu, le 4 novembre, une délégation de militaires conduite par le lieutenant-colonel Isaac Zida, qui lui a confirmé « *qu'ils vont remettre le pouvoir aux civils* ». « *Nous les avons encouragés à aller dans ce sens* », a expliqué le Mogho Naba Baongo II. Etaient également présents à cette rencontre, l'archevêque catholique, Philippe Ouédraogo et l'imam de la Grande Mosquée de Ouagadougou, Sana Aboubakar. Le lieutenant-colonel n'a fait que préciser ses intentions promises la veille, apportant l'assurance d'une transition au Burkina Faso dans « *un cadre constitutionnel, dirigée par une personnalité consensuelle* », et si possible « *d'ici deux semaines* », comme l'avaient souhaité les dirigeants syndicaux qu'il a eu à rencontrer. La constitution burkinabè a été suspendue le 31 octobre suite au départ précipité du président Blaise Compaoré, pressé par la communauté internationale et la population à quitter le pouvoir au profit d'un organe de transition, et refusant



Le lieutenant-colonel Isaac Zida/DR

un pouvoir militaire. La France s'est jointe à cette demande. Pour cela, deux semaines ont été accordées aux militaires pour céder le pouvoir aux civils, sous peine de sanctions. Le Canada n'a pas attendu. Il vient de suspendre son aide bilatérale au Burkina Faso. Des consultations sur la formation d'un gouvernement de transition sont en effet en cours, d'après l'un des chefs de l'opposition, Zéphirin Diabré, dans l'optique du respect de l'ultimatum. Mais la tâche semble complexe, compte tenu du

fait que l'intérim présidentiel ne sera pas assuré par le président de l'Assemblée nationale comme le prévoit l'ancienne Constitution. Ce dernier serait d'ailleurs en fuite. Trois chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), le Sénégalais Macky Sall, le Nigérian Goodluck Jonathan et le Ghanéen John Mahama, étaient attendus hier à Ouagadougou pour un sommet consacré à la crise au Burkina Faso.

Noël Ndong

Des appels à la mise en place rapide d'une transition civile devant déboucher à la tenue des élections

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a salué le courage du peuple burkinabè dans sa mobilisation pour la démocratie et a félicité le travail de la mission conjointe de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), de l'Union africaine (UA) et des Nations unies (NU).

Il a appelé tous les acteurs à poursuivre leurs consultations en vue de la mise en place dans les meilleurs délais d'une « *solution qui s'inscrive dans le cadre constitutionnel du Burkina Faso. À cet effet, le chef de l'Etat intérimaire civil doit être désigné rapidement afin de conduire le pays vers les élections* ».

La Présidente de la Commission de l'UA a nommé l'ancien secrétaire général de l'OUA, Edem Kodjo, comme envoyé spécial de l'UA pour le Burkina Faso « *dans le cadre des efforts de l'UA visant à faciliter le règlement de la crise, notamment à travers la mise en place rapide d'une transition civile, démocratique et consensuelle devant déboucher sur la tenue, le plus tôt possible, d'élections libres régulières et transparentes* ».

Edem Kodjo a été chargé de coordonner les efforts conjoints de l'UA et de la Cédéao, des Nations unies et d'autres acteurs internationaux concernés.

N.Nd.

OMS/AFRIQUE

La Botswanaise Matshidiso Moeti élue directrice régionale

Elle a été élue par la majorité des délégués des 37 pays africains présents sur les 47 attendus lors de la 64ème session du comité régional de l'OMS qui se tient depuis lundi à Cotonou au Bénin.

Ils étaient cinq candidats au départ pour le poste de directeur régional avec trois candidats pour l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit notamment de la ministre béninoise de la Santé, Dorothee Kindé Akoko Gazard ; de Thérèse N'Dri Yoman de la Côte d'Ivoire ; de l'ancienne ministre de la Santé du Mali, Fa-



toumata Nafu Traoré ; de l'actuelle directrice de la Gestion du programme par intérim du Bureau Afrique de l'OMS, la Botswanaise Matshidiso Moeti ; et du Congolais Jean-Marie Okwo-Bele, responsable du programme mondial des vaccins et vaccinations au siège de l'OMS à Genève. Finalement c'est la Botswanaise qui succède à l'Angolais Luis Gomes Sambo pour un mandat de cinq ans.

« *J'encourage par avance celui ou celle qui va succéder au Dr Luis Sambo à s'engager comme lui, et tous ses prédécesseurs, à consolider les précieux acquis et à s'investir avec détermination et créativité pour répondre encore aux attentes des populations africaines* », a déclaré le président béninois, Thomas Boni Yayi, à l'ouverture des assises. De source proche de la réunion, le nom de la Botswanaise sera soumis au Conseil exécutif de l'OMS qui se réunira en janvier 2015 et qui devra entériner l'élection avant son entrée en fonction le 1^{er} février 2015.

Précisons que cette élection constitue l'un des temps majeurs de la 64ème session du comité régional de l'OMS pour l'Afrique dont les travaux prendront fin le vendredi 7 novembre.

Xinhua

BANGUI

L'insécurité alimentaire risque d'être dramatique, selon la FAO et le PAM

La Centrafrique risque de basculer dans le dramatique alimentaire. Depuis novembre 2013, la situation alimentaire du pays n'a pas évolué depuis près de deux ans.

C'est la substance des conclusions du dernier rapport d'évaluation de la sécurité alimentaire FAO-PAM en RCA, publié le 29 octobre et partagé aux médias le 04 novembre. Selon le Coordonnateur de la réponse à l'urgence de FAO, Pierre Vauthier, la carte de la situation alimentaire

assortie du rapport présente une situation stable depuis un an qui décrit une situation alimentaire inquiétante. « *Nous sommes toujours dans une situation d'insécurité alimentaire grave. La situation se trouve exactement comme on l'avait trouvée en novembre 2013. Une légère amélioration s'est toutefois remarquée à partir d'avril 2014* », a expliqué l'humanitaire.

La situation n'est pas identique dans toutes les provinces où une variation de degrés d'insécurité est enregistrée. « *Le Bamîn-*

gui-Bangoran, la Vakaga, la Ouaka, l'Ombella-M'Poko, la Lobaye sont les préfectures à haut risque alimentaire ». Par contre à « Haut-Mbomou, à Mbomou, à l'Ouham, à Mambéré Kadéï, etc. », le niveau de sécurité alimentaire est confiant et acceptable.

Les humanitaires émettent également des inquiétudes sur l'avenir de la RCA si rien n'est fait dans le domaine de la sécurité alimentaire. Les détails sur les conclusions du dernier rapport FAO-PAM interviennent six jours après sa publication.

Un homme agressé au KM5 témoigne son vécu

Un homme d'une vingtaine d'années, victime d'une agression par des hommes armés non identifiés au Km5, dans le 3ème arrondissement, a témoigné son vécu. L'homme agressé a vu son ami, un conducteur de taxi-moto, tué. Il a eu la vie sauve grâce à son courage.

L'incident s'est déroulé le vendredi 31 octobre, sur l'avenue Koudoukou près de la mosquée centrale aux environs de 13 heures. « *Le malheur a eu lieu suite à un accident de circulation. Le conducteur du taxi-moto a heurté une femme qui est musulmane. En guise de représailles, ses frères nous ont emporté dans une concession au quartier Gbaya dans le 3^e arrondissement* », a-t-il expliqué.

Selon la victime, le conducteur du mototaxi a été tué. « *Nous avons été ligotés avant que mon compagnon soit exécuté* », a-t-il té-

moigné. Ajoutant par ailleurs que les auteurs de ces actes les ont dépossédés de tous leurs biens. « *Après avoir tué le conducteur du moto-taxi, ils m'ont jeté dans un trou contenant d'eau insalubre, j'étais sans habits. J'avais la bouche liée et je ne pouvais crier pour demander secours. Je m'étais débarrassé des cordes grâce à mes propres efforts* », a-t-il dit. Dans ses explications, il a relevé qu'une femme lui aurait donné des habits afin de se couvrir. « *Dans tous mes déplacements pour regagner le domicile, j'étais considéré comme un*

malade mental et je n'avais pas d'assistance », a-t-il expliqué.

Le leader des jeunes du KM5 pense que ce sont des « *extrémistes qui ne veulent pas la paix qui continuent à s'en prendre à la population d'une manière isolée* ».

L'accès au secteur de KM5 demeure toujours problématique. Des conducteurs de taxis et bus et même ceux des motos hésitent d'atteindre le KM5.

L'insécurité est la première raison évoquée. Ils réclament par ailleurs le désarmement des groupes armés.

MSF plaide pour des soins aux populations

L'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) plaide pour une libre circulation, afin d'apporter des soins aux patients. Cet appel a été fait dans la presse par Delphine Chedorge, chef de mission pour MSF, suite à un constat fait lors des dernières violences que la capitale a connues.

Selon MSF, il est indispensable de favoriser l'accès aux humanitaires. Delphine Chedorge, chef de mission pour MSF, a rappelé les difficiles moments de la dernière crise. « *Pendant les violences, il y avait eu des blocages de l'aide humanitaire. Quand il y a des tirs, on ne peut pas passer, même en dehors de ça, il ya eu des barricades et on n'avait pas pu bouger comme on le voulait* », a relevé Delphine Chedorge, chef de mission pour MSF avant de préciser que MSF n'avait pas

été directement menacé.

« *La crise du 07 au 16 octobre est "terminée". Mais pour approvisionner nos projets sur les routes en dehors de Bangui qui vont vers Sibut et l'autre vers Bossembélé, nos voitures et nos camions sont arrêtés à des barrages, attaqués, pillés à partie. C'est compliqué. MSF a des problèmes en ce moment* », a déploré Delphine Chedorge.

Pour MSF, l'inquiétude est grande si ces agents ne parviennent pas à approvisionner les hôpitaux. « *Si on ne peut pas approvisionner les hôpitaux, apporter nos agents sur le terrain, comment on soigne les gens. Les enfants qu'on traite contre le paludisme, est-ce qu'on va les laisser mourir à la maison ?* », s'interroge MSF.

Delphine Chedorge réaffirme l'engagement des MSF à ap-

porter des soins à la population à condition qu'il y ait des structures. « *Les gens doivent comprendre que si MSF se fait attaquer, cela pose problème. On a déjà eu des gens frappés, de personnel violé, tué en 2007 et en 2014. Il y a un moment où nous allons poser des limites et nous allons-nous retirer* », a averti Delphine Chedorge.

Selon Delphine Chedorge, MSF intervient pour soigner la population en attendant la pleine capacité du ministère de la Santé. Pour elle, la population ne doit pas confondre les humanitaires aux forces militaires qui interviennent dans le cadre d'un mandat donné.

Ces interventions arrivent au moment où l'accès humanitaire est devenu difficile à causes des groupes armés.

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme

La classe politique souhaite la réhabilitation des FACA

La réhabilitation des Forces armées centrafricaines (FACA) est considérée par des hommes politiques centrafricains comme une nécessité. Toutefois, ces derniers pensent que les débats sur la question doivent être menés de concert avec la communauté internationale afin d'éviter de tomber dans les erreurs du passé. L'idée est partagée par Martin Ziguélé, Charles Armel Doubane et Jean Wilibiro Sako.

Les trois pensent que la profondeur des problèmes qui rongent l'armée centrafricaine est telle qu'il faut éviter toute précipitation mais travailler efficacement pour la réhabilitation des forces armées centrafricaines.

Pour Martin Ziguélé, président du Mouvement de libération du peuple centrafricain (Mlpc), il n'y a pas débat autour de la réhabilitation des FACA. Il émet toutefois une interrogation. « *Naturellement, je suis pour que l'armée existe, qu'elle soit solide et puisse défendre mon pays. Quelqu'un qui a le sang centrafricain dans ses veines peut-il accepter tout ce qui se passe dans le pays où des hommes et des femmes sont abattus tous les jours ? Mais la question est de savoir qu'est-ce*

qu'il faut faire », s'est-il interrogé.

L'observateur de la vie politique centrafricaine, Charles Armel Doubane, n'a pas dit autre chose : « *Comme tout Centrafricain, je crois que personne ne peut s'opposer aujourd'hui à ce que les Centrafricains qui ont choisi le métier d'arme puissent l'exercer. Simplement, il faut se rendre compte que tout doit se faire de manière concertée avec la communauté internationale* », a-t-il ajouté.

De son côté, Jean Wilibiro Sacko, président de l'association Ngu Ti Dé et candidat déclaré à la prochaine présidentielle, l'armée fait partie de la configuration d'un État. « *Si vous prenez tous les textes, un pays n'existe qu'à travers une organisation administrative et des dirigeants mais également par le biais d'une armée. Il faudrait une armée pour garantir la sécurité des personnes et des biens* », a déclaré Jean Wilibiro Sacko. Ces attentes sont exprimées quelques jours après la déclaration de la présidente de transition Catherine Samba-Panza, le 22 octobre, qui promettait la création d'une unité d'intervention rapide pour la sécurisation de la population.

Noureddine Adam remobilise la Séléka pour la conquête de la paix

L'ancien ministre d'État, chargé de la Sécurité publique, homme fort de la séléka, Noureddine Adam, tente de reconquérir ses troupes sur le terrain. Depuis le dimanche 2 novembre, il a réuni à Kaga Bandoro tous les cadres restés plus ou moins fidèles après la défection de plusieurs d'entre eux.

Au sortir de la rencontre, le numéro deux de la séléka dévoile le nouvel organigramme qu'il a mis en place, et décide d'entamer de discussions avec le gouvernement et les partenaires internationaux qui, pour beaucoup, souhaitent de le voir à la CPI.

Dans un discours rassurant et relayé par les cadres de la rébellion, notamment le général Arda Hakouma, dernier chef en date de l'aile militaire de l'ex-Seleka, il annonce : « *ma mission c'est d'amener la paix et de maintenir l'ordre. Notre programme, ce n'est pas de conquérir Bangui. Notre programme, nous, c'est la paix* ».

Après le Congrès de la Séléka de Ndélé au mois de mai auquel il n'avait pas pris part, après celui de Birao, où il avait imposé un bu-

reau qui a volé en éclats depuis, Noureddine Adam tente de revenir dans le jeu. Car il perd de plus en plus de l'influence au sein de la séléka.

De plus, il doit faire face à une dissidence à Bambari. Pas plus tard que la semaine dernière, l'homme fort de la ville, Ali Darassa, a créé son propre mouvement, l'UPC, pour se démarquer de la ligne Noureddine. Par ailleurs à Bria, Zakaria Damane, qui lui aussi a pris ses distances, attend de voir venir à lui tous les chefs privés.

En présence de deux ministres et de plusieurs représentants de la communauté internationale ou des Nations unies venus à Kaga Bandoro, Noureddine Adam, n'a pas cette fois-ci brandi la menace. « *Il a tenu un discours apaisé et apaisant* », témoigne un participant à la réunion de mardi 4 novembre.

Noureddine Adam a exprimé sa volonté de participer au Forum de réconciliation à Bangui dans les mois qui viennent promettant dans la foulée de déposer les armes ensuite.

Fiacre Kombo (Stagiaire)

1^{RE} JOURNÉE NATIONALE DU LIVRE

Favoriser davantage la lecture publique

La première édition du livre a été célébrée ce 5 novembre sur le thème : « Livre et épanouissement », sous le patronage de Jean Claude Gakosso, ministre de la Culture et des arts, qui avait à ses côtés, son collègue de la jeunesse et de l'éducation civique, Anatole Collinet Makosso.

Il est un fait indéniable que dans sa quête du progrès, l'homme s'est toujours fixé des repères pour orienter plus efficacement son action, pour bâtir des stratégies conséquentes. C'est dans cette perspective qu'a été instituée la journée nationale du livre, pour laquelle, le ministre de la Culture et des arts, a procédé à la coupure du ruban symbolique afin de marquer l'ouverture officielle de ce nouveau rendez-vous culturel. Mais bien auparavant, le directeur de la Bibliothèque nationale, François Ondaye-Akiéra, co-organisateur de l'évènement, a dans son allocution, lancé un appel en direction de l'opinion publique pour manifester son engouement à la lecture. Il a rappelé que l'existence de la Bibliothèque nationale au Congo, est attestée administrativement et physiquement depuis 1971. Quand bien même son formatage immobilier n'était, certes, pas à la hauteur des espoirs, l'idée qui soutenait son effort était déjà celle d'être le dépositaire du savoir de la nation pour les générations futures. Cet objectif est maintenu, en 1984, quand le comité central du parti-Etat, le Parti congolais du travail en fait une Bibliothèque nationale populaire selon la vision politique de l'époque. Poursuivant ses propos, François Ondaye-Akiéra, a fait savoir que c'est après la confé-

rence nationale souveraine de 1991, qu'elle reprendra sa première appellation de Bibliothèque nationale. Mais, elle subira des saccages. Et, c'est finalement, le 29 décembre 2012, que le gouvernement a réglé une question d'importance capitale en dotant l'entité Bibliothèque nationale d'un site foncier et d'un nouvel immeuble où elle se trouve actuellement logée.

L'orateur a, enfin, lancé un appel aux professionnels du livre, disant qu'une Bibliothèque nationale a pour mission de collecter, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire publié d'un pays ou relatif au pays publié à l'étranger. Dans le cas du Congo, la définition de ce mandat par des voies législatives, hélas, se fait toujours attendre jusqu'à présent. Et, avec ce mandat, la loi sur le dépôt légal. Ceci étant, François Ondaye-Akiéra a informé que le décret 255-10 du 10 août 1966 fait obligation à tout imprimeur et à tout éditeur installé en République du Congo de déposer deux exemplaires de leurs travaux à la Bibliothèque nationale. Le patrimoine que la Bibliothèque nationale a le devoir de transmettre aux générations futures ne s'acquiert que par le moyen de ce dépôt.

Échanger à travers le livre

La journée nationale du livre est l'expression de la politique du gouvernement en matière de livre, a souligné Claude Kombo, directeur général du livre et de la lecture publique. Il s'agit à cet effet de : favoriser l'accès du grand public au livre pour acquérir davantage de connaissances en vue de l'épanouissement individuel, lequel épanouissement conduira au développement et au rayonne-



Jean Claude Gakosso coupant le ruban symbolique de la première édition de la journée du livre

ment du Congo ; offrir des activités d'éveil à la lecture et à l'écriture dès la petite enfance ; emmener les gens à faire de la lecture un art de vivre.

Claude Kombo a salué également les efforts du gouvernement, dans la mise en œuvre de cette politique, notamment par : l'offre gracieuse des manuels scolaires à tous les enfants du primaire ; la création en 2010 d'un organe technique spécialisé, à savoir la direction générale du livre et de la lecture publique dont la mission est de mettre en œuvre, par des activités aussi diverses que variées, la politique gouvernementale du livre ; la construction et l'équipement de deux fleurons du livre : la grande bibliothèque universitaire et la bibliothèque nationale, lesquels viennent consolider l'infrastructure du livre dans notre pays ; l'effort du gouvernement dans l'extension des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui

permettent un accès accru aux livres, réduisant ainsi la fracture numérique.

« Cette manifestation se veut être un espace d'échange sur tout ce qui a trait au livre, un espace où les auteurs s'adressent directement aux lecteurs, expriment librement leurs motivations ; où l'écrivain érudit descend de sa chaire pour engager une causerie ludique avec un écolier. C'est dans ce cadre convivial que les éditeurs donnent des pistes aux écrivains en herbe en vue de la publication de leurs ouvrages. Forum qui est aussi l'occasion pour des structures spécialisées comme le Bureau congolais du droit d'auteur (Bcda) d'éclairer notre lanterne quant aux dispositions nécessaires à prendre avant la publication d'un ouvrage, pour éviter la piraterie de son contenu, et surtout de nous édifier sur tel ou tel autre aspect des avantages

auxquels doit s'attendre un auteur dans la mise en vente de son produit. »

Le directeur général du Livre et de la lecture publique a souligné en outre que la journée nationale du livre devra favoriser et développer des synergies entre les professionnels des métiers du livre, notamment les auteurs, écrivains, éditeurs, imprimeurs, libraires, bibliothécaires, relieurs, chroniqueurs, critiques, et les lecteurs. Aussi, a-t-il rendu un hommage appuyé au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour son immense implication au développement de ce secteur vital qu'est le livre et la lecture publique, condition essentielle à l'émergence du Congo.

La fin de cette cérémonie commémorative a été marquée par des échanges axés tous au tour du thème officiel, à savoir « Livre et épanouissement ».

Bruno Okokana

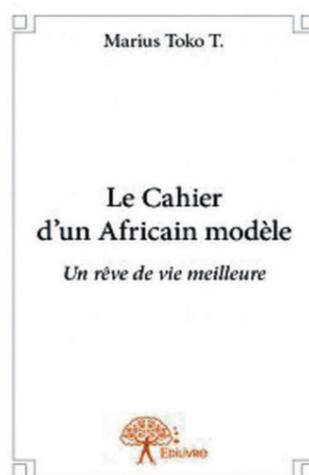
VIENT DE PARAÎTRE

Marius Toko, signe «Le cahier d'un africain modèle»

Paru aux éditions Edilivres, «Le cahier d'un africain modèle», un rêve de vie meilleure est une compilation de mots qui font l'actualité africaine.

Ces mots obligent les Africains à vouloir se regarder dans un glace pour chercher à se comprendre, et ensuite observer les personnes rencontrées au quotidien pour détecter les mobiles de leurs actes. Ces africains sont confrontés aux conflits, aux maladies, à la misère, la pauvreté, l'injustice sociale, les servitudes de toutes sortes qui les anéantissent.

Tous ces éléments ont toujours fait l'actualité de l'Afrique, sujets de nombreux débats et discours, sans pour autant trouver une solution adéquate : « Nous le vivons chaque jour avec ces hommes sans éducation qui prétendent être des combattants de la liberté, militaires sans éducation qui suppriment des vies sans remords ; des miliciens qui disent œuvrer pour une cause noble, tuer de sang-froid sans remords des enfants et vieillards ; des guerriers qui tuent leur frères de même origine ancestrale, animés par leur fourberie et intérêts des soi-disant



responsables. »

Les citoyens sont persuadés que la servitude et la misère sont des

faits sociaux normaux, qui ne veulent prendre leur destin entre leurs mains et qui ne connaissent réellement pas leurs places dans la société. L'ignorance est un ennemi à combattre avec énergie pour vaincre la pauvreté, et toutes ces tares, les déboires de l'Africain avancent et continuent à influencer ses efforts. Dieu a donné à chacun une disposition naturelle souvent différente de celles des autres, il y en a à qui il a donné des potentialités hors du commun et qui sont devenus des personnes influentes : « chassons l'ignorance et accueillons le savoir ; permettons à la lumière divine

de nous éclairer car il n'y a pas pure et parfait savant que Dieu. »

Ce recueil est considéré comme des conseils pratiques, des exhortations, des instructions, des points de réflexions à débattre et à introduire dans les systèmes éducatifs : « notre quotidien est parsemé de situations et d'évènements, qui ne peuvent nous laisser indifférents, le monde entier est en proie au mal qui ruine les vies sous tous les cieux, mais en ce qui nous concerne Africains, ce mal nous maintient dans la barbarie ».

Rosalie Bindika

NORD-KIVU

Affrontements autour de Beni entre les FARDC et les ADF

Entre-temps, deux cents personnes ont été arrêtées hier dans cette partie du pays après les massacres ayant fait une centaine de morts en octobre

La situation demeure toujours tendue à Beni au Nord-Kivu après le départ du Chef de l'Etat Joseph Kabila qui venait d'y séjourner il y a quelques jours.

Déjà, quelques heures après son départ, les habitants de Beni ont de nouveau été visités dans la nuit du samedi 1er novembre par la horde de rebelles ougandais de l'ADF qui ont tué onze personnes. De quoi révolter une population qui ne sait plus à quel Saint se vouer étant étendu que les menaces qui leur ont été proférées par le Chef de l'Etat lors de sa visite à Beni ne semblent pas les émuvoir. Cette dernière attaque est décryptée comme une provocation de la part des rebelles qui, visiblement, ne sont pas prêts à quitter le territoire national pour



Une avenue à Beni, au Nord-Kivu

retourner en Ouganda.

Entre-temps, la guerre continue de faire rage depuis plusieurs jours à Munzambay, Mayangose et Tubameme, des localités environnantes de Beni. Les combats opposent depuis lundi 3 novembre les FARDC aux rebelles ougandais de l'ADF jusqu'à l'intérieur du

parc de Virunga. Aucune source militaire ne s'est pas encore clairement prononcée sur cette situation pourtant confirmée par le gouverneur du Nord-Kivu Julien Paluku. Toutefois, à en croire un responsable de la société civile de ce territoire cité par l'AFP, le bilan provisoire des affrontements fait

état jusqu'hier mercredi de trois morts parmi les FARDC, dont un officier et deux morts parmi les assaillants.

Une chose est certaine, c'est que les FARDC se situent en droite ligne de l'option prise par le chef de l'Etat, celle de « vaincre » les ADF et les bouter hors du terri-

toire national. Dans la foulée, l'on annonce l'arrestation ce mercredi 5 novembre à Beni de deux cents suspects dont des membres du groupe armé ADF. Cette série d'arrestations résultent d'une stratégie opérationnelle mise en place par la police de la Monusco en synergie avec la police nationale congolaise pour lutter efficacement contre l'insécurité à Beni. Rappelons que du 2 octobre au 2 novembre, les massacres successifs des ADF dans différentes localités du territoire de Beni ont coûté la vie à environ cent-vingt personnes et poussé des milliers de familles à abandonner leurs habitations à la recherche d'un refuge. Hostiles au président ougandais Yoweri Kaguta Museveni, les ADF occupent l'Est de la RDC depuis 1995. Outre les tueries, ils s'y adonnent à des activités aussi diverses et variées qu'illégales comme le trafic de bois ou encore les enrôlements forcés et les pillages.

Alain Diasso

COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Plus qu'une semaine avant le verdict du procès Jean Pierre Bemba

La dernière confrontation entre les avocats de Bemba et les avocats des victimes des crimes présumés commis par ses hommes en Centrafrique aura lieu à partir du 12 novembre 2014.

Lentement mais sûrement, l'on tend vers le dénouement du procès Jean Pierre Bemba à la Cour pénale internationale. La liberté provisoire accordée tout récemment à ses quatre proches dont son avocat principal Me Kilolo était, comme qui dirait, un signe prémonitoire annonçant la fin imminente du procès.

Les audiences du mercredi 12 et du jeudi 13 novembre prochain sont considérées comme les toutes dernières programmées par la Chambre de première instance III de la Cour pénale internationale. À ces échéances, en effet, l'accusation et la défense vont en découdre pendant trois heures environ à travers la présentation croisée de leurs conclusions en présence du représentant légal des victimes. Ces audiences s'annoncent donc décisives en ce sens que chacune des parties tentera d'enfoncer l'autre en apportant par écrit les éléments de réponse aux questions soulevées par les preuves admises dans cette affaire. Après interviendra la délibération des juges à la lumière de laquelle découlera le verdict.

C'est dire que l'on amorce déjà la dernière ligne droite dans ce procès qui aura tenu en haleine la communauté nationale pendant près de huit années. D'après certaines indiscretions, il appert qu'à



<Sans lien d'intersection>

ce stade, la responsabilité personnelle du leader du Mouvement de libération du Congo (MLC) n'a pas été établie concrètement. Le procureur peine encore à dégager l'implication personnelle de Jean Pierre Bemba dans le massacre perpétré par ses hommes en Centrafrique entre 2002 et 2003. L'ex-challenger de Joseph Kabila n'aura plus qu'à répondre des actes que ses hommes ont commis en tant qu'autorité morale de la branche armée du MLC.

Misant sur cette donne, les plus optimistes parient sur la relaxation de Jean Pierre Bemba, à dé-

faut d'une légère condamnation dans la fixation de la peine. Pour avoir déjà purgé environ huit années en détention préventive, l'on parie que Jean Pierre Bemba ne fera plus beaucoup de temps en prison. Pour rappel, Jean Pierre Bemba est poursuivi par la justice internationale pour des exactions perpétrées sur le territoire centrafricain entre 2002 et 2003 par des combattants de son ancienne rébellion du MLC devenue l'une des principales forces de l'opposition au président Joseph Kabila.

A.D.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Des experts du gouvernement élaborent le critérium du troisième cycle

Ce sont les conclusions du travail qui permettront la réouverture de ce niveau d'enseignement dans certaines institutions universitaires du pays.

Des informations émanant du ministère de l'Enseignement supérieur, universitaire et recherche scientifique (ESURS) renseignent sur le travail d'experts recrutés par le gouvernement pour l'élaboration d'un ensemble de conditions à remplir pour la réouverture des études du troisième cycle suspendues depuis le mois d'août en RDC. Ces sources citées par l'Agence congolaise de presse (ACP) indiquent, en effet, qu'il est prévu, du 07 au 10 novembre à Kinshasa, un conseil extraordinaire devant rassembler les différents conseils d'administration des universités, des instituts supérieurs pédagogiques et techniques ainsi que de l'association des universités privées agréées. Ces assises visent des discussions sur ce critérium qui sera élaboré par les experts enrôlés par le gouvernement, avant sa soumission au ministre de tutelle.

Avant cette rencontre, ces différents conseils d'administration descendront sur le terrain pour identifier les établissements qui pourront organiser ces études du troisième cycle et les filières précises. Il est noté qu'en dehors des universités de Kinshasa, de Lubumbashi et de Kisangani, toutes les autres institutions d'enseignement supérieur ont été interdites d'organiser le troisième cycle jusqu'à nouvel ordre. Le gouvernement avait reproché à ces universités et instituts supérieurs, un laisser-aller dans l'organisation de ce niveau d'enseignement qui exigerait, a-t-on fait remarquer, du sérieux.

À l'annonce de cette sentence, le ministre par intérim de l'ESURS, Maker Mwangu, a noté que cette décision est venue du Premier ministre, qui depuis le mois de janvier 2013, lui avait adressé une lettre, demandant la remise de l'ordre dans ce secteur.

En dehors de la suspension, l'instruction académique 016 comprenait aussi des résolutions liées au calendrier, à l'exposition des œuvres de l'esprit 2014, à l'assurance-qualité, aux frais académiques à payer pour l'année 2014-2015, à la répartition de tous ces frais, aux questions liées à la problématique de création des nouveaux établissements et nouvelles filières d'études, aux règlements de passation des examens et de délibération, à la charge horaire ainsi qu'au renforcement de la recherche scientifique.

Lucien Dianzenza

CNDH

La liste de vingt premiers candidats déjà entérinée

Le président de l'Assemblée nationale attiré pour légaliser la composition de la Commission nationale des droits de l'homme, a rendu publique la liste de vingt membres de la société civile appelés à en composer l'effectif.

Après moult tergiversations, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) tend à devenir une réalité. Cette institution de la République est en passe, en effet, d'être installée au regard des derniers développements liés au processus de désignation de ses membres. Depuis le jeudi 30 octobre, une liste de vingt candidats issus de la société civile appelés à composer cet organe

d'importance est disponible. C'est le président de l'Assemblée nationale Aubin Minaku qui l'a rendu publique à l'issue d'une réunion qu'il a tenue avec les comités thématiques de pilotage du processus de désignation des membres concernés.

Cette étape marque une avancée significative dans le processus d'installation de cette institution lorsqu'on sait qu'il n'avait pas été facile de dégager un consensus entre les différentes composantes de la société civile autour des délégués devant les représenter. Cette fois-ci, c'est chose faite, notwithstanding quelques bouderies de certains membres qui estiment que leurs noms avaient été remplacés. Il est fait état de la tentative d'altération de la sincérité du

procès-verbal de désignation des candidats dont se seraient rendus coupables certains membres de la composante pour exclure quelques prétendants.

Qu'à cela ne tienne. Il appartiendra au bureau de l'Assemblée nationale de réduire par voie d'arbitrage l'effectif en taillant notamment dans les composantes « *ONGD* » (Organisations non gouvernementales des droits de l'homme) et « *Universités* », de sorte à dégager le nombre requis des candidats, en le faisant passer de vingt à dix-huit.

Après cet arbitrage, le bureau de l'Assemblée nationale sélectionnera les neuf membres de cette institution sur la liste de dix-huit candidats retenus.

Alain Diasso

CÉÉAC

Kinshasa informée de la réforme

Le dossier pourrait être soumis aux chefs d'État d'ici à 2015, a-t-on appris à l'issue de la rencontre du 5 novembre 2014 entre le président de la République, Joseph Kabila Kabange, et le secrétaire général de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (Cééac), Ahmad Allam-Mi.

Au cours des entretiens, Joseph Kabila a pu s'enquérir des contours de cette réforme jugée d'ailleurs indispensable. L'idée est de faire de cette organisa-

tion sous-régionale une véritable communauté d'intégration pour ses États-membres. Autre information, les chefs d'État devraient se saisir du dossier l'année prochaine, en 2015. Voilà qui vise à rassurer Kinshasa sur les moyens mis en œuvre pour la réussite de cette réforme qui vient consolider les acquis en termes de consolidation de l'intégration des États-membres pour le développement des populations de la sous-région. Reconnaissant des difficultés dans le fonctionnement actuel de la CÉÉAC, Ahmad Allam-Mi a réaffirmé la nécessité d'améliorer

l'organisation pour la faire avancer. Sur ce point, Joseph Kabila a exprimé quelques propositions dont les conseils et orientations pour la réussite de la mission qu'il s'est assignée. Une urgence qui doit être classée, a rétorqué Ahmad Allam-Mi, comme la priorité des priorités. Enfin, il y a eu le grand rendez-vous de N'Djamena d'ici la fin du mois de novembre. En effet, à cette date, les chefs d'État et de gouvernements se rendront au Tchad pour participer au prochain sommet de la CÉÉAC.

Laurent Essolomwa

CAN 2015

Des Fennecs sans champions d'Afrique face à l'Éthiopie et au Mali (groupe B)

Déjà qualifiés avant les deux dernières journées, les Fennecs de Christian Gourcuff vont accueillir deux nouveaux éléments : Mehdi Abeid et Baghdad Bounedjah. Le premier, milieu axial, a disputé 4 matchs avec Newcastle ces dernières semaines, tandis que le second est le meilleur buteur du championnat de Tunisie 2014.

Souignons toutefois l'absence de joueurs de l'Entente de Sétif, tout juste sacrée championne d'Afrique face à V.Club.

Les 23 Fennecs

Gardiens : Raïs Mbolhi (Philadelphia Union/USA/1re division), Azzedine Doukha (JS Kabylie), Mohamed Zemmamouche (USM Alger)

Défenseurs : Essaïd Belkalem (Trabzonspor/Turquie/1re division), Madjid Bougherra (Al-Fujairah/EAU), Liassine Cadamuro (Osasuna/Espagne/1re division), Faouzi Ghoulam (Naples/Italie/1re division), Rafik Halliche (Qatar Club/Qatar), Aïssa Mandi (Reims/France/1re division), Carl Medjani (Trabzonspor/Turquie/1re division), Djamel Mesbah (Sampdoria Gênes/Italie/1re division), Mehdi Zeffane (Lyon/France/1re division)

Milieux : Mehdi Abeid (Newcastle/Angleterre/1re division), Yacine Brahimi (FC Porto/Portugal/1re division), Medhi Lacen (Getafe/Espagne/1re division), Riyad Mahrez (Leicester City/Angleterre/1re division), Saphir Taïder (Sassuolo/Italie/1re division), Abdelmoumen Djabou (Club Africain/Tunisie), Sofiane Feghouli (Valence/Espagne/1re division) Attaquants : Baghdad Bounedjah (ES Sahel/Tunisie), Nabil Ghilas (Cordoba/Espagne/1re division), Islam Slimani (Sporting Portugal/Portugal/1re division), Hilal Soudani (Dinamo Zagreb/Croatie/1re division).

Camille Delourme

BASKETBALL

Les résultats des Congolais de la diaspora en France

Pro A, match décalé de la 6^e journée

Le champion en titre négocie au mieux son déplacement à Strasbourg (65-56). Impliqué, mais pas toujours inspiré offensivement (3/5 aux tirs, 0/4 aux tirs primés), Nobel Boungou Colo a eu de l'im-

pact dans le secteur défensif. Sans pour autant retrouver son niveau de la saison passée : 4 rebonds (2 défensifs), 1 passe décisive, 2 interceptions, 2 pertes de balle, 2 fautes commises pour 1 subie et +5 d'évaluation. Avec ce succès, Limoges double son adversaire et s'empare de la première place.

Pro A, match en retard de la 2e journée
Boulogne-sur-Mer boit la tasse au Havre (77-116). Loïc Akono livre une pâle copie avec 2 points, 1 rebond, 2 passes décisives, 1 perte de balle, 2 fautes commises et +2 d'évaluation en 12 minutes.

C.D.

AFFAIRES

Des Hollandais attendus à Kinshasa

Il s'agit d'une mission économique qui sera conduite par la ministre hollandaise du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, Liliane Ploumen, dont l'arrivée dans la capitale congolaise est annoncée pour la semaine prochaine, selon la confirmation de la primature.

La délégation d'hommes d'affaires viendra en RDC pour explorer les opportunités de nouer des partenariats avec leurs homologues congolais. Cette visite se situe dans le cadre des retombées du séjour de travail du Premier ministre Augustin Matata Ponyo à Amsterdam, capitale des Pays-Bas, où il s'était rendu sur invitation du gouvernement hollandais pour prendre une part active au Business Forum. Il en a profité pour présenter toutes les opportunités économiques de la RDC dans des secteurs diversifiés.

Pour la circonstance, le chef du gouvernement était accompagné d'une forte délégation composée des membres de l'exécutif national et d'autres acteurs du monde des affaires et des organisations comme la Fec, la Foleco et la Copemeco. Pour le Premier ministre, la présence des sociétés hollandaises en RDC comme l'une des plus vieilles du pays, en l'occurrence la Bralima, est un signe positif envoyé aux investisseurs de ce pays qui montrent un intérêt soutenu à venir investir en RDC.

Laurent Essolomwa

PARIS

Cap sur l'Afrique au théâtre de l'Atalante !

Le mois de novembre sera bien rempli au théâtre de l'Atalante dans le 18^e arrondissement parisien.

Le théâtre accueille en effet deux spectacles de la compagnie Le Pilier des Anges ce mois-ci : « *Jules Verne et le Griot* » d'Hubert Mahela du lundi 3 au samedi 8 novembre, et « *Ça va ! - Une histoire de Kinshasa* » d'Hélène Hamon et Hubert Mahela du lundi 10 au samedi 22 novembre.

Jules Verne et le griot « *Jules Verne et le Griot* » est un spectacle de conte et de marionnettes à deux voix. Deux voix qui se croisent, se répondent, deux visions qui se font face : celle d'un Jules Verne parti en exploration sur un continent à découvrir et celle d'un Griot, mémoire d'une Afrique ancestrale qui puise son histoire dans ses racines. On y croise les explorateurs des « *Aventures de trois Russes et de trois Anglais* » dans l'Afrique australe et leurs problèmes de mesures, la montgolfière de « *Cinq semaines en ballon* », les singes, les éléphants et les interrogations darwiniennes du « *Village aérien* » : les pas des aventuriers de Jules Verne ne font que mieux résonner ceux des exploitants d'aujourd'hui. C'est avec humour et poésie qu'Hubert Mahela jette des ponts entre conteurs d'histoires (mise en scène : Grégoire Callies ; jeu : Hubert Mahela et Fatou Ba ; mercredi 5 novembre à 10h et 14h30, jeudi 6 à 19h, vendredi 7 à 20h30 et samedi 8 à 15h et 18h ; 1h ; à partir de 9 ans).

Ca va une histoire de Kinshasa « *Ça va ! Une histoire de Kinshasa* » est un spectacle à la rencontre d'un acteur et de son Afrique, plein d'images, d'objets, de musicalité, de vie et d'espoir. Le protagoniste, Basile, installe en guise de cadeau de mariage à son ami Christian, un ligablo au quartier

Ngaba à Kinshasa. Au détour des objets qu'il dispose sur le stand, Basile leur donne vie et nous entraîne dans le quotidien de Kinshasa en se remémorant des anecdotes, celles de son pays, de son quartier, de ses amis, mais aussi celles de la misère et des tourments de la guerre. Il brosse le portrait lucide mais pourtant amusé d'une Afrique qui interroge la tradition et le désir de renouvellement (mise en scène : Grégoire Callies et Hélène Hamon ; texte : Hélène Hamon et Hubert Mahela ; jeu : Hubert Mahela ; lundi 10 et 17 novembre à 20h30, mercredi 12 et 19 à 10h et 14h30, jeudi 13 et 20 à 19h, vendredi 14 et 21 à 20h30, samedi 15 et 22 à 15h et 18h, dimanche 16 à 17h ; 1h ; à partir de 11 ans).

La compagnie Le Pilier des Anges développe un travail à cheval sur les frontières, les cultures. Ces deux spectacles sont nés de la rencontre entre Hubert Mahela et Grégoire Callies et des liens entretenus depuis plusieurs années entre le centre Masolo de Kinshasa (Centre de Ressources de Solidarité Artistique et Artisanale créé par Hubert Mahela pour venir en aide aux enfants des rues, souvent anciens enfants soldats) et le Théâtre Jeune Public de Strasbourg. Un partenariat de long cours basé sur l'échange de savoirs et la création de spectacles conjoints. Le Congolais de RDC, Serge Amisi, ancien enfant-soldat et artiste de l'espace Masolo, a d'ailleurs créé des sculptures pour habiter la scène de « *Jules Verne et le griot* » et des masques pour « *Ça va ! Une histoire de Kinshasa* ».

Théâtre de l'Atalante, 10 place Charles Dullin Paris XVIII, réservations : 01 46 06 11 90, www.theatre-latalante.com - www.lepilierdesanges.com

Pauline Pétesch

BANDE DESSINÉE

Un second tome pour Les Diamants de Kamituga

En guise de lancement, une distribution gratuite d'exemplaires est prévue à Bukavu ce 9 novembre à la suite d'un concert de l'orchestre Atomic Ebende.

Loin d'être un fait banal, le lancement, dimanche, du deuxième tome de la bande dessinée Les Diamants de Kamituga est tenu pour un événement à part entière pour African Artists for Development (AAD) et l'association congolaise SOS-Sida. D'où les présences signalées de Matthias Leridon, co-président d'AAD et de Gratiën Chibungiri, coordinateur de SOS-Sida. En effet, c'est fort voilà deux ans que les deux partenaires ont décidé de prolonger l'aventure.

Mais il convient avant tout de rappeler que Les Diamants de Kamituga est loin d'être une BD ordinaire destinée au simple divertissement. Réalisée dans le cadre du programme « Les Bulles de Bukavu » d'AAD, elle s'est avérée, dit-on, « un véritable outil de prévention et de sensibilisation au VIH ». De signaler que la preuve de son efficacité a été donnée au travers de la diffusion de son premier tome. Croquée par le bédéiste congolais Séraphin Kajiwami, scénarisée par le français



La couverture de la bande dessinée Les Diamants de Kamituga

Appollo il a porté de bons résultats sur le terrain de la prévention du VIH en RDC.

Dans le second tome, qui se veut une suite au précédent, les deux jeunes héros de la BD font la rencontre de sapeurs et de catcheurs de Kinshasa alors même qu'ils vont à la découverte de

diamants. En parallèle, sont délivrés sous couilles des éléments importants d'information, de prévention, de dédramatisation et d'incitation au dépistage qui finit par faire du livre « un médium de sensibilisation rare et pertinent », souligne-t-on. Les Diamants de Kamituga, a donc fait fort de pas-

ser le message de prévention au VIH/Sida sous un fond de thriller humanitaire qui porte bien à Bukavu où le sujet est bien apprécié dans le contexte local.

Il nous revient dès lors que les tests de dépistage volontaires effectués par SOS-Sida ont augmenté de 40 % depuis. C'est dire

combien les retombées sont positives dans cette partie du Sud-Kivu où l'on estime à plus de 500 000 le nombre de lecteurs directement informés sur les problématiques liées au VIH/Sida par le biais de la bande dessinée. Ceci aura définitivement décidé AAD à renouveler son engagement dans la lutte contre la propagation du virus aux côtés de SOS-Sida en activité dans le Sud Kivu, une partie assez sensible sur ce point. En effet, un fait déplorable est à citer ici, à savoir l'usage du viol comme arme de guerre par les différentes forces militaires en présence. Une pratique d'autant plus meurtrière que depuis quelques années, elle contribue largement à une propagation plutôt fulgurante du Sida. Cette fois-ci, l'ouvrage tiré à 150 000 exemplaires devrait permettre une sensibilisation encore plus importante que la première fois. Pour le deuxième tome, la distribution gratuite sera étendue au-delà de la région du Sud-Kivu. Il est prévu que SOS-Sida le fasse dans les écoles et les centres de dépistages ruraux de la région et que les grandes villes du pays bénéficient aussi de ce même privilège. Voilà qui laisse croire qu'un plus grand nombre de personnes sera atteint de la sorte par cette campagne habilement menée.

Nioni Masela

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

KOUILOU

Des initiatives pour appuyer l'élevage des abeilles à Mvouti

Georges Mapola, directeur du Centre de valorisation des produits forestiers non ligneux (CVPFNL) a procédé, le mardi 2 novembre, à la remise officielle de 25 ruches au sous-préfet de Mvouti, Dieudonné Mboumba. Ce dernier devrait les remettre à Armel Parfait Ibouanga, un apiculteur évoluant dans la localité.

Le geste fait suite à une promesse faite en avril dernier par le ministre de l'Économie forestière et du développement durable, Henri Djombo. S'expliquant sur l'importance de l'élevage des abeilles pour la production du miel, Georges Mapola, directeur du centre de valorisation des produits forestiers non ligneux (CVPFNL) a rappelé que la richesse de la forêt ne se limite pas seulement au bois car la forêt regorge une grande diversité biologique composée de feuilles, de racines, d'écorces, de champignons, du miel et de divers fruits sauvages utilisés parfois comme aliments ou médicaments



Georges Mapola à gauche remettant un échantillon de ruche au sous-préfet de Mvouti, Dieudonné Mboumba

pour se soigner.

« Les abeilles participent au maintien de la diversité biologique par le biais de la pollinisation. L'apiculture est une activité génératrice de revenus qui contribue à la réduction de la pauvreté. Actuellement le prix d'un litre de miel varie entre 5000

et 8000 francs CFA. Une ruche d'abeilles peut produire plus de 20 litres de miel par année soit une production annuelle estimée à plus de 500 litres pour 25 ruches. En effet l'économie verte fait partie des secteurs identifiés par le gouvernement de la République pour la diversification de

l'économie nationale en dehors du pétrole et de la redynamisation du tissu entrepreneurial de l'émergence du Congo prévue à l'horizon 2025 » a-t-il déclaré. Interrogé après la réception des ruches, Armel Parfait Ibouanga a remercié le ministre Henri Djombo qui a tenu à sa promesse. Il a

aussi manifesté le vœu de voir les jeunes de Mvouti se joindre à lui dans l'élevage des abeilles en vue de permettre une production plus quantitative et plus suffisante du miel à Mvouti.

Soulignons que le CVPFNL est une structure de l'État sous tutelle du ministère de l'Économie forestière. Il est créé conformément au décret n°2013-228 du 7 juin 2013 portant création, attributions et organisation du centre de valorisation des produits forestiers non ligneux.

Son objectif est de réaliser les programmes relatifs à la bonne gestion des produits forestiers non ligneux (PFNL), promouvoir et développer les pratiques culturelles basées sur la valorisation des PFNL, renforcer les capacités des opérateurs économiques notamment les communautés rurales et les peuples autochtones impliqués dans les activités de production et promotion des PFNL, créer et gérer une banque de données sur les PFNL.

Séverin Ibara

L'Institut français du Congo dévoile son programme du mois de novembre

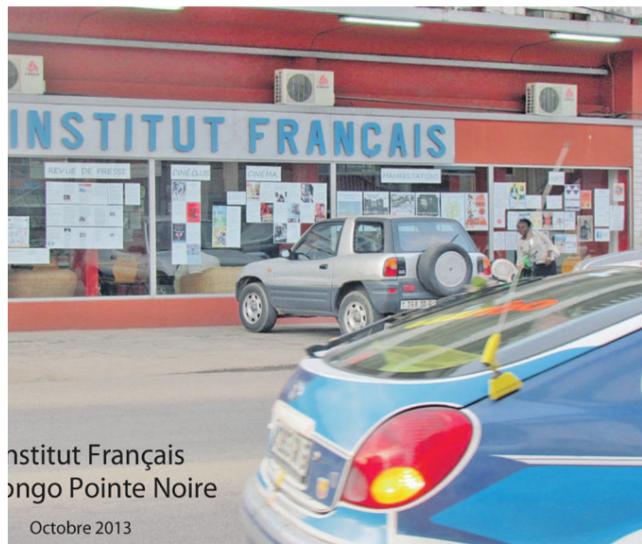
C'est le mercredi 5 novembre, au cours d'une conférence de presse, animée par Pauline Cassarin-Grand et Lucile Charpentier, respectivement responsable médiathèque et chargée de communication et de culture à l'Institut français du Congo de Pointe-Noire (IFC), que ce programme a été dévoilé à la presse

Pendant ce moment d'échanges avec la presse, l'IFC a présenté son programme du mois de novembre. Lequel programme prévoit entre autres, la mise en évidence d'un projet de création artistique avec quelques élèves du Lycée de Mpaka sur les aspects, jeunes comédiens et mise en scène afin de leur permettre de travailler leurs adaptations,

trices ont tout d'abord fait le rétro des activités menées un peu plus avant. Notamment, la foire du livre dont l'objectif était de vendre plusieurs livres à des coups moindres afin d'intéresser la population à la culture, la scène découverte de talents avec les groupes comme Dolisiana, les Prestigieux et les Séraphins, les ateliers de remise à niveau des élèves en partenariat avec la société Chevron etc....

Rappelons que cette activité a notamment connu la présence de Michel Hengo et son ancien élève, César Biyela Mabelet, deux personnalités dont le point commun, demeure la peinture. En effet, les deux peintres vont animer un vernissage de l'exposition à l'Institut français du Congo de Pointe-Noire le 12 novembre sur le thème « du maître à l'élève ».

Pour la petite histoire, Michel Hengo est né en 1952, ses tableaux parlent souvent de la femme congolaise et son rôle dans la société. En 52 ans de carrière, Michel Hengo a exposé ses œuvres au Congo, en Afrique, en Amérique et en Europe. Cette exposition va lui permettre de présenter une nouvelle facette de



La photo de l'IFC de Pointe-Noire crédit photo DR»

des conférences littéraires, des spectacles vivants, des pièces de théâtre, des concerts, la projection des films, le cinéma pour enfants, les cours de français, le vernissage et bien d'autres.

Avant de mettre à découvert leur programmation artistique et culturelle du mois de novembre, chargées des événements importants, les deux ora-

sa démarche artistique, inspirée par le monde actuel dans lequel le numérique occupe une place importante.

Pour ce qui est de César Biyela Mabelet, il a appris au côté de son maître pendant des années avant de s'émanciper à son tour, tout en gardant un lien fort et particulier avec celui qui l'a formé.

Hugues Prosper Mabonzo

L'association Bana Zandou reçoit le maire de la ville

Une rencontre citoyenne a réuni Roland Bouiti Viaudo, le maire de la ville, et les membres de l'association Bana zandou (les enfants du marché) le 31 octobre au marché central situé dans l'arrondissement 1, Eméry Patrice Lumumba.



La photo de famille

Présidée par Guy Abraham Soumbou, Bana Zandou est une association qui réunit les natifs du secteur Marché central, communément appelé grand marché, issus de différentes communautés (congolaise, malienne, sénégalaise...) qui composent sa population cosmopolite. La rencontre citoyenne où a régné une ambiance de fête a été une occasion pour les membres de cette organisation de féliciter leur frère Roland Bouiti Viaudo, président du Mar (Mouvement action nouveau) parti de la majorité présidentielle, natif lui aussi du secteur grand marché, pour sa réélection à la tête du conseil départemental et municipal de Pointe-Noire. Cela, après avoir été élu conseiller lors des élections locales du 28 septembre dernier dans l'arrondissement 1 où est situé le grand marché.

C'est un accueil des plus chaleureux que Bana zandou, conduit par leur vice-président Benoît Missamou Bouiti, ont réservé à leur frère Roland Bouiti Viaudo et à sa suite. Accompagné de Micheline Potignon Ngondo,

conseillère du Mar élue aussi à Lumumba, et de son associé Patrick Paka, président de l'association Cœur de Patrice natif lui aussi du secteur grand marché, le maire de la ville a été reçu par une foule en liesse composée, outre des Bana zando, des membres de l'association Cœur de Patrice et des jeunes des

autres quartiers de Lumumba (Saint Pierre, Libodo, OCH, Révolution, quartier Sic...). Chants des groupes traditionnels (congolais et ouest-africains), fanfare et danse ont agrémenté le rendez-vous. L'occasion a permis au maire de la ville de remercier l'auditoire pour sa confiance et son soutien aux candidats de la majorité présidentielle avant de l'inviter à contribuer à la poursuite de la modernisation du grand marché. Une action à laquelle a déjà adhéré l'association cœur de Patrice.

En témoigne ces écrits qu'on a pu lire sur une banderole : «poursuivons la modernisation du grand marché avec Roland Bouiti Viaudo et l'association Cœur de Patrice».

Patrick Paka qui a été désigné porte parole des jeunes et des habitants de Lumumba a invité la jeunesse à former une «Dynamique One» pour une meilleure contribution à la construction de la ville en général et du grand marché en particulier. Rappelons que la construction de la ville nécessite l'apport de tous, Roland Bouiti Viaudo a exhorté la foule : « Marchons ensemble pour construire la ville. Aider le conseil à accomplir sa mission, celle de poursuivre la modernisation de la ville.» Et, conscient de ce que les Ponténégrins attendent de la municipalité «le service public le meilleur possible», le maire a annoncé des descentes dans les prochains jours en vue des échanges avec les Comités du quartier. Objectif : recueillir les préoccupations des populations et regarder comment y répondre.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

L'Association sport et santé pour tous sensibilise les responsables d'entreprises aux problèmes de santé les plus courants

L'Association sport et santé pour tous (ASST) a décidé de sensibiliser les décideurs en milieu de travail, aux problèmes de santé les plus courants dans les entreprises à travers les journées portes ouvertes qu'elle organise du 5 au 7 novembre.

« Les problèmes de santé, les plus courants en milieu de travail : causes, conséquences et solutions » est le thème retenu par les organisateurs pour éduquer les responsables d'entreprises sur les causes et conséquences des maladies cardiovasculaires, le diabète de type 2, les maux de dos, les lombalgies, les hernies discales, la sciatique, l'hypertension, les douleurs articulaires, l'arthrose, la surcharge pondérale, l'obésité, le stress, la dépression et la fatigue chronique. Ces maladies, a expliqué Didier Georges M. Pombet,

président de cette association en sa qualité d'expert en sciences de l'activité physique et en diététique, ont pour causes, l'inactivité physique, les mauvaises habitudes de vie, l'usage nocif de l'alcool et du tabac. L'absentéisme, les blessures et accidents, les dépenses énormes pour des soins de santé mais surtout la baisse de la productivité sont à inscrire parmi les énormes conséquences. Le rôle de l'association étant d'assurer la prévention et la prise en charge de ces problèmes de santé par l'activité physique, la diététique et l'hygiène de vie, Didier Georges M. Pombet a souhaité que les employés aient un regard global sur la santé afin d'intervenir sur les habitudes de vie.

À travers cette initiative, l'association entend établir un partenariat gagnant-gagnant avec les



Les explications du président de l'ASST sur les problèmes de santé les plus courants/Photo ADIAC

entreprises en ce qui concerne la santé des employés. Le but étant de diminuer la prévalence des maladies non transmissibles

en milieu de travail. « Il s'agit de faire prendre conscience aux décideurs de la gravité du problème et d'apporter des solutions

durables à ces problèmes de santé qui ont d'énormes conséquences en milieu de travail », a expliqué le président de l'ASST. Et d'ajouter : « L'ASST va pouvoir jouer un rôle d'impulsion, de contribution et d'implication très important. Mais elle ne peut jouer ce rôle sans la prise de conscience des décideurs en milieu de travail », a-t-il commenté. Notons que l'ASST est une association congolaise qui veut contribuer au bien-être et à la santé des générations présentes et futures par l'acquisition des connaissances fondamentales. Elle élabore des politiques et programmes de promotion de la santé, assure la prévention et la prise en charge des maladies non transmissibles par l'activité physique et la diététique, faisant ainsi la promotion des traitements non médicamenteux des maladies.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (National et football amateur)

National, 11^e journée

Marvin Bhaudry était titularisé dans l'axe de la défense lors du match nul d'Amiens à Colmar (1-1). Surpris sur le but adverse, une partie de billard sur corner, il s'affirme comme l'un des cadres de la défense picarde. N'ayant toujours pas reçu sa lettre de sortie, Matt Moussilou n'est pas qualifié.

Lourde défaite à domicile pour Le Poiré-sur-Vie et Clevid Dikamona, titulaire en défense centrale, face au Red Star (0-3). Battu sur les deux premiers buts adverses.

Rahivi Kifoueti n'était pas dans le groupe de Luçon, vainqueur à

Boulogne-sur-Mer (2-1).

CFA, 9^e journée

Groupe A

Pas de but, mais une passe décisive et un penalty obtenu pour Kévin Koumba lors du carton de la réserve lilloise face à Romorantin (4-0).

Groupe B

Frustration pour Viry-Châtillon et Dalnath Miatoudila, titulaire en défense centrale : alors que les Franciliens menaient depuis la 8^e, Troyes égalise à la 90^e et arrache le nul (1-1). Rudy Mpassi était titulaire lors du match nul de Drancy face à Raon-l'Étape (2-2).

Damien Mayenga n'a pas joué lors du carton de Moulins à Sochaux (3-0).

Groupe C

Le Pontet de Christoffer Mafoumbi, titulaire, s'impose 3-1

face à la réserve de l'OGC Nice. Le Pontet, pourtant secoué par une crise financière, est 3^e du classement.

Remplaçant, Dylan Bahamboula est entré en jeu à la 72^e lors du succès de Monaco à Rodez (3-2). Son équipe menait 3-1 lors de son entrée. Yhoan Andzouana était ménagé en vue du match de Youth League, joué ce mardi, face aux U19 du Benfica Lisbonne.

Groupe D

Retour en réserve pour Jules Iloki, titulaire lors du match nul de Nantes à Fontenay-aux-Comtes (1-1).

Ted Lavie était aligné en défense centrale lors du revers du Stade Bordelais à Saint-Malo (1-2).

CFA 2, 7^e journée

Groupe A

Christopher Missilou était titulaire lors du match nul du Stade Brestois face à Saint-Brieuc (1-1).

Groupe B

Eldy Loumingou, titulaire et averti à la 75^e, et la réserve de Châteauroux s'inclinent à domicile face au SOR Châtellerauld (1-2).

Groupe C

Amiens arrache le nul face à Bastia (1-1). Remplaçant, Davy Ngoma a égalisé juste après son entrée en jeu. Dorian Ngoma a joué toute la rencontre, tandis que Phythoclès Bazolo n'est pas entré en jeu.

Groupe G

Echirrolles et Thernand Bakouboula s'inclinent à domicile face à la réserve d'Arles-Avignon (0-1).

Division d'honneur, groupe Centre, 8^e journée

Saint-Jean-de-Braye et Serge Makaya balayent Déols (5-1). Et remontent à la 5^e place.

Division d'honneur, division Languedoc-Roussillon, 6^e journée

L'AFI Mende de Destin Onka et Yann Kombo bat Carcassonne (3-1). Mende est quatrième au classement.

Division d'honneur, division Picardie, 7^e journée

Longtemps dans l'ombre de son ami Garcia Ikouma (7 buts avant ce match), Chirel Ngakosso retrouve la lumière lors du succès d'Ailly-sur-Somme face à Breteuil (4-1) : avec un doublé, « Ngouété » lance enfin sa saison. Garcia Ikouma-Epongo fait mouche à deux reprises également, portant son total à 9 buts cette saison.

Promotion d'honneur, groupe A, 6^e journée

Le cauchemar continue pour Buire-Hirson, largement battu à Gamaches (0-3). Jules Ondjola, buteur contre son camp à la 58^e, Jush Mahindou, strapé à la cheville, Trésor Mbougou et Ismaël Gakou étaient tous titulaires. Avec 7 petits points, Buire-Hirson est lanterne rouge.

Camille Delourme

CAN 2015

26 Bafana pour rendre hommage à Meyiwa face au Soudan et au Nigeria (groupe A)

Shakes Mashaba, le sélectionneur sud-africain, a fait appel à un groupe de 26 joueurs pour préparer les 5^e et 6^e journées des éliminatoires face au Soudan, le 15 novembre, puis au Nigeria, le 18 novembre.



Senzo Meyiwa, au premier plan, sera au centre de toutes les pensées des Bafana Bafana (crédits photo adiac)

Rappelons que les Bafana, leaders du groupe, sont en deuil depuis l'assassinat de leur capitaine, Senzo Meyiwa. Initialement prévue à Nelspruit, la réception des Crocodiles du Nil se tiendra finalement à Durban, d'où était natif le gardien sud-africain. Dans les buts, ce dernier sera remplacé par Keet, solide et régulier en Jupiler League. Notons la présence de sept « expatriés » dans cette liste, contre cinq lors des deux derniers matchs.

Les 26 Bafana Bafana

Gardiens : Darren Keet (Courtrai/Belgique/1^{re} division), Siyabongo Mpontshane (Platinum Stars), Brilliant Khuzwayo (Kaiser Chiefs)

Défenseurs : Anele Ngcongca (Genk/Belgique/1^{re} division), Luvuyo Mpeti (Free State Stars), Sibusiso Khumalo (SuperSport United), Erck Mathoho et Tefu Mashmaite (Kaiser Chiefs), Ntsikelelo Nyauza (Orlando Pirates), Siyabonga Nhlapo (Bloemfontein Celtic), Rivaldo Coetzee (Ajax Cape Town), Kwanda Mngonyama (Maritzburg United)

Milieux : Themba Zwane (Mamelodi Sundowns), Fagrie Lakay (FC Santos), Oupa Manyisa (Orlando Pirates), Andile Jali (Ostende/Belgique/1^{re} division), Dean Furman (Oldham/Angleterre/3^e division), Mandla Masango et Reneilwe Letsholonyane (Kaiser Chiefs), Thulani Serero (Ajax Amsterdam/Pays-Bas/1^{re} division), May Mahlangu (IFK Göteborg/Suède/1^{re} division)

Attaquants : Sibusiso Vilakazi (Bidvest Wits), Bongani Ndulula (AmaZulu), Tokelo Rantie (Bournemouth/Angleterre/2^e division), Lehlohonolo Majoro et Kermit Erasmus (Orlando Pirates)

C.D.